

CONSEIL MUNICIPAL

Mes Chers Collègues,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli le Procès-Verbal de la séance du **Conseil Municipal du Mardi 3 Décembre 2024** qui sera soumis à votre approbation lors de notre prochaine réunion.

Il me serait agréable que vous fassiez connaître vos éventuelles remarques sur ce document auprès de Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services, avant la prochaine réunion, afin de me permettre de les étudier et d'y répondre.

Vous en souhaitant bonne réception,

Je vous prie de croire, Chers Collègues, à l'assurance de ma considération distinguée.



Le Maire,

A handwritten signature in blue ink, appearing to read "Bricout".

Frédéric BRICOUT



CONSEIL MUNICIPAL

SÉANCE DU MARDI 3 DÉCEMBRE 2024 - 18 H 30 -

PROCÈS-VERBAL

Le Mardi 3 Décembre 2024, le Conseil Municipal de CAUDRY, régulièrement convoqué par courrier du 18 Septembre 2024, s'est réuni en séance publique, à l'Hôtel de Ville, sous la présidence de Monsieur Frédéric BRICOUT, Maire.

Nombre de conseillers en exercice : 33

Membres présents : M. BRICOUT Frédéric, Maire ; Mme MERY-DUEZ Anne-Sophie, M. POULAIN Bernard, Mme BERANGER Agnès, M. BONIFACE Didier, Mme TRIOUX-COURBET Sandrine, M. RIQUET Alain, Mme THUILLEZ Martine, M. DOYER Claude, Mme RICHOMME Liliane, Adjoint au Maire ; Mme PLUCHART Claudine, Mme DAUCHET Martine, M. CHMIELEWSKI Dominique, M. DEVIENNE Marc, M. MARIN Yves, Mme CHATELAIN Nathalie, M. DEUDON José, Mme NAVEZ Patricia, Mme DENIZON-LEVEAUX Violenne, Mme MATON Audrey, M. HISBERGUE Antoine, M. ROUSSEAU Jérémie, Mme CAILLAUX Céline, M. BRULANT Damien, M. BAUDOUX Aurélien, Mme DEMARQUE Ophélie, M. COLLIN Denis, Mme DISDIER Mélanie, M. BAJODEK Alban, Mme DESREUMAUX Sophie, Conseillers Municipaux formant la majorité des membres en exercice.

Membres absents ayant donné procuration :

Mme PRUVOT Brigitte : procuration à Mme DISDIER Mélanie
M. DECALION Ismaël : procuration à M. DEUDON José
M. BALEDENT Matthieu : procuration à Mme MATON Audrey

Membre absent :

Est désigné secrétaire de séance : Mme DEMARQUE Ophélie

Monsieur le Maire : *Bonsoir, bienvenue dans cette salle du conseil municipal pour le dernier conseil municipal de l'année 2024. Alors, je vais procéder à l'appel.*

Monsieur le Maire procède à l'appel.

Monsieur le Maire : *Merci bien.*

1. APPROBATION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2024

Procès verbal distribué le 19/11/2024

Monsieur le Maire : *Alors, messieurs, dames, le premier point de ce conseil municipal, appelle à l'approbation du procès-verbal de la séance du conseil municipal du 24 septembre 2024. Par rapport à ce procès-verbal, y a-t-il des remarques, des questions ? Non, je n'en vois point. Donc, je sou mets à votre approbation ce procès-verbal.*

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ
1 ABSTENTION : M. BAJODEK
1 CONTRE : MME DESREUMAUX

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services

2. INCORPORATION D'UN BIEN SANS MAÎTRE DANS LE DOMAINE PRIVÉ COMMUNAL

Monsieur Didier BONIFACE, Adjoint au Maire, expose au Conseil Municipal :

Le 11 octobre 2024, Maître DEROUVROY, Notaire à Caudry, nous informe par courrier que le terrain sis parcelle AZ n° 397 est susceptible de faire l'objet d'une procédure de bien sans maître. Cette parcelle est depuis plusieurs années à l'état d'abandon.

Après vérification auprès du cadastre de la ville, il s'avère que cette parcelle d'une contenance de 2 ares 19 centiares sise Passage du Star, référencée en zone UB, appartient à Monsieur Ernest Damas FONTAINE et à son épouse Madame Gabrielle LALLIN tous deux décédés.

Dans son courrier, Maître DEROUVROY nous informe qu'aucune taxe foncière n'est actuellement réglée et qu'il n'y a pas de propriétaire connu pour ce terrain.

Selon l'état hypothécaire, il n'y a à priori aucune trace de succession.

Les propriétaires connus étant décédés respectivement les 22 octobre 1961 et 26 juin 1968, le bien est sans maître depuis plus de 30 ans.

Par ailleurs, ce terrain semblerait intéresser d'éventuels acquéreurs.

Par conséquent, il est ainsi proposé au Conseil Municipal :

- d'incorporer la parcelle AZ 397 dans le domaine privé de la commune en vertu des dispositions de l'article 713 du code civil et de la procédure des articles L.1123-1 et L.1123-2 du CGPPP
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Monsieur le Maire : Merci Didier. Donc pour votre parfaite information, c'est un terrain nu. L'estimation des domaines est en cours et on estime sa valeur à un peu près 4 000 €. Donc, on va le réintégrer dans le domaine public, et puis après, on le revendra.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Monsieur PLISSON, Directeur des Services Techniques et des Sports et Madame GRIFFON, Responsable urbansime

Délibération transmise en sous-préfecture le 10/12/2024

3. AVENANT - MISE EN ŒUVRE DU DISPOSITIF « PETITS DÉJEUNERS » DANS LA COMMUNE DE CAUDRY – AUTORISATION DE SIGNATURE

Monsieur Antoine HISBERGUE, Conseiller Municipal, expose :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté, adoptée par le Gouvernement en 2018, prévoit d'encourager, dans les écoles primaires situées dans des territoires en difficulté

sociale, la distribution de petits déjeuners gratuits, sur le temps périscolaire ou scolaire, selon le choix de l'école et de la commune.

L'objectif du dispositif est double :

- il doit participer à la réduction des inégalités alimentaires pour le premier repas de la journée, indispensable à une concentration et une disponibilité aux apprentissages scolaires;

- un volet éducatif accompagne cette distribution afin d'apporter aux élèves une éducation à l'alimentation permettant de développer un projet pédagogique et éducatif.

Pour mémoire, par délibérations du 22 septembre 2021, du 26 octobre 2022 et du 28 novembre 2023, l'assemblée avait autorisé Monsieur le Maire à signer avec le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports la convention de mise en œuvre du dispositif « Petits déjeuners » au sein de l'école Batisse et Laïte pour l'année scolaire 2021-2022 et deux avenants pour l'école Jean Lebas pour l'année 2022-2023 et pour l'école Françoise Dolto pour l'année 2023-2024.

Attentive au bon développement de l'enfant, à sa réussite et à sa santé, la Ville de Caudry souhaite renouveler ce dispositif cette année au sein de l'école Jean Lebas pour les classes de la toute petite section à la grande section à tour de rôle (effectif moyen de 34 élèves par semaine) pour l'année scolaire 2024-2025.

Des petits déjeuners seront ainsi servis, pendant le temps scolaire, aux élèves des classes concernées, une fois par semaine, à compter du jeudi 09 janvier 2025.

Le présent avenant définit la contribution financière versée par l'État, au titre de la participation à la mise en œuvre du dispositif « Petits déjeuners » assurée par la Ville de Caudry.

La participation de l'État est calculée sur la base d'un forfait d'1,30 € par élève et par petit déjeuner.

Il n'y aura aucun reste à charge pour les familles.

Dans ce cadre, Monsieur HISBERGUE propose au conseil municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer avec le Ministère de l'Éducation Nationale, de la Jeunesse et des Sports l'avenant de renouvellement du dispositif « Petits déjeuners » au sein de l'école Jean Lebas pour l'année scolaire 2024-2025 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tout document y afférent et à accomplir toutes formalités en résultant.

Monsieur le Maire : *Merci Antoine.*

Propos inaudibles Madame DISDIER

Madame DESREUMAUX : *Excusez-moi.*

Monsieur le Maire : *Oui, Madame ETHUIN. Allez-y.*

Madame DISDIER : *Oui, Monsieur le Maire, j'ai quelques petites questions. Tout d'abord, le forfait d'1,30 € que nous propose de payer l'État, ça représente quoi par rapport à ce que ça coûte à la municipalité, par élève ?*

Monsieur le Maire : *De mémoire, ça...*

Monsieur HISBERGUE: *... Sur l'achat des denrées, ça coûte 1,30 €.*

Monsieur le Maire : *Oui.*

Monsieur HISBERGUE: *Et après il y a le personnel qui est mis à disposition.*

Madame DISDIER : *Donc, ça ne coûte, on peut dire que ça ne coûte rien à la municipalité dans ces cas-là ?*

Monsieur le Maire : *Sauf en personnel.*

Monsieur HISBERGUE: *Oui. Il y a le personnel.*

Madame DISDIER : *D'accord. Et est-ce que l'État a imposé un nombre de petits déjeuners par jour ou par semaine ?*

Monsieur HISBERGUE: *... Non ...*

Madame DISDIER : *... ou c'est vous qui avez décidé de, comment dire, de choisir chaque année une école et pas le faire pour toutes les écoles ?*

Monsieur HISBERGUE: *Alors, on a commencé par tester sur une école, puis sur une autre école l'année d'après, sur une autre école l'année d'après et puis une fois que nous, en fait, on a fait le tour des différentes écoles et cette année, nous avons reproposé différentes écoles sauf que les écoles ne nous ont pas forcément répondu favorablement. Donc le choix s'est reposé naturellement sur l'école Jean Lebas qui était la seule école à accepter cette année.*

Madame DISDIER : *Donc, on avait fait le tour de toutes les écoles...*

Monsieur HISBERGUE: *... Oui ...*

Madame DISDIER : *...et là, vous vouliez continuer. Donc, vous avez demandé...*

Monsieur HISBERGUE: *...Oui...*

Madame DISDIER : *Et si toutes les écoles de Caudry vous avaient dit : « OK », vous auriez relancé l'affaire pour toutes les écoles ?*

Monsieur HISBERGUE: *Le débat aurait été différent. Mais là, le problème se pose pas.*

Madame DISDIER : *Et alors pourquoi certaines écoles n'ont pas répondu ? Parce que...*

Monsieur HISBERGUE: *...Ça prend du temps. C'est un projet pédagogique à mettre en place.*

Monsieur le Maire : *Parce que le personnel n'adhère pas forcément, on ne peut pas forcer les gens à le faire.*

Madame DISDIER : *C'est pas vous, enfin, excusez-moi, je pose des questions, mais ce n'est pas vous la police des écoles, enfin, qui gérez, qui prenez des décisions ? Non ? Ce n'est pas possible ?*

Monsieur HISBERGUE: *Ce n'est pas une obligation.*

Madame DISDIER : *Non, non, mais je pose la question. Je ne cherche pas à vous piéger.*

Monsieur HISBERGUE: *On ne peut pas imposer, c'est libre choix aux écoles d'accepter ou pas.*

Madame DISDIER : *D'accord. C'est vrai que je suis un peu surprise que des enseignants n'aient pas trouvé intéressant de donner au moins une fois par semaine un petit déjeuner à des enfants quand même sur Caudry, on connaît la précarité de beaucoup de nos enfants, je trouve ça un peu dommage, mais bon...*

Monsieur HISBERGUE: *Nous avons les refus par écrit, donc...*

Madame DISDIER : *Ah mais je ne mets pas du tout en doute vos paroles.*

Monsieur HISBERGUE: *Non, non, mais...*

Madame DISDIER : *J'essaie de comprendre.*

Monsieur HISBERGUE: *Ce n'est pas un choix politique...*

Monsieur le Maire : *C'est bon ?*

Monsieur HISBERGUE: *...ou stratégique. C'est vraiment les directeurs...*

Madame DISDIER : *.., Je suis surprise...*

Monsieur HISBERGUE: *... qui ont refusé avec leur personnel.*

Monsieur le Maire : *C'est bon pour vous ?*

Madame DESREUMAUX : *Je voudrais pouvoir m'exprimer. Alors, déjà, je suis quand même très étonnée que Madame ETHUIN se prononce enfin sur cette question parce que depuis le temps qu'on la voit chaque année, bon, je suis très bien, on va dire « Il vaut mieux tard que jamais ». Au début de ma lecture de cette question, je pensais que ça partait plutôt bien, que vous aviez enfin entendu les propos que je répète chaque année sur cette initiative qui en réalité n'en est plus une, puisqu'elle se répète dans le temps. Alors j'ai pour habitude de vous faire la démonstration que la politique d'une ville, ce sont des choix, des choix de société, des choix budgétaires et ici habituellement, je vous démontre la nécessité de proposer cette action à chaque enfant dans toute l'école de la ville. Alors, je viens d'entendre que le personnel des écoles ne souhaitait pas en majorité participer à cette action, je pense que peut-être elle pourrait être présentée autrement ou qu'on pourrait peut-être travailler en amont avec les écoles pour pouvoir justement que ces petits déjeuners puissent être distribués au plus grand nombre. C'est une chose. Je vous rappelle juste que la République française, elle est égalitaire. Alors, effectivement, hein, vous étendez le dispositif à 6 classes plutôt qu'une habituellement, donc, là, j'ai envie de vous dire « Ben, ouais, bravo. Félicitations. On avance. » Mais...*

Monsieur le Maire : *Merci beaucoup.*

Madame DESREUMAUX : *...quelle n'est pas ma déception de lire dans l'annexe qu'il s'agit d'un tour de rôle et que finalement, au lieu d'avoir un petit déjeuner par semaine, les enfants n'auront le droit qu'à un petit-déjeuner toutes les trois semaines. Alors, je ne sais comment définir cette question. Je suis partagée entre le cynisme et la cruauté de ce texte, surtout lorsque vous rappelez en préambule, en tout cas dans les premières lignes, le besoin pour un enfant de pouvoir manger à sa faim pour apprendre correctement, de participer à la réduction des inégalités alimentaires. Là, je, vraiment là, [Soupir], ça me, on va dire que ça pourrait, ça me choque, voilà, ça me choque. Ce que je ne cesse de démontrer mais après avoir écrit cela, et avec l'argent que l'État verse, 1,30 € par enfant et par petit déjeuner, vous semblez estimer qu'un petit-déjeuner correct toutes les trois semaines est bien suffisant. Ce qui moi m'interpelle. Alors, depuis le temps que ça dure, vous nous dites chaque année qu'il s'agit d'une expérience, et puis que si c'est bien on l'étendra. Moi, j'ai envie de vous dire comme je vous ai dit l'année dernière : soit on fait, soit on ne fait pas, mais on fait pas semblant de faire.*

Monsieur HISBERGUE : *Je peux répondre ? Bon, déjà, je suis content d'une chose, c'est que votre problème de calculatrice est réglé par rapport à l'année dernière, premier point. Deuxième point en fait, c'est un choix de l'école. C'est l'école qui nous a proposé cette organisation pour ne pas trop perturber leur programme à établir sur l'année donc une fois de plus, vous vous trompez, vous êtes mal informée et vous attaquez sans fondement, sans avoir recherché l'idée de départ. Donc, voilà, ce sont les directeurs et le personnel enseignant qui a proposé cette façon de travailler et en aucun cas, c'est la mairie de Caudry qui fait semblant de faire quelque chose. En attendant, nous faisons des choses et vous, rien. Merci.*

Madame DESREUMAUX : *Mais Monsieur HISBERGUE...*

Monsieur le Maire : *Allez. On passe au vote Messieurs, dames...*

Madame DESREUMAUX : *... Mais vraiment. Non, mais déjà, vous allez retirer votre histoire de calculatrice parce que c'est totalement déplacé donc, je vous demande de le retirer.*

Monsieur le Maire : *Bon, Messieurs, dames, qui est contre ? Qui s'abstient ? Unanimité. Merci.*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame BRICHE-BOCQUET, Directrice des Affaires Juridiques et Scolaires
Délibération transmise en sous-préfecture le 09/12/2024

4. RUE DU MARÉCHAL LECLERC : EFFACEMENT DES RÉSEAUX PARTICIPATION DE LA COMMUNE AUX TRAVAUX SUR RÉSEAU DE DISTRIBUTION PUBLIQUE D'ÉLECTRICITÉ - FONDS DE CONCOURS

Vu l'article L5212-26 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Monsieur Marc DEVIENNE, Conseiller Municipal, rappelle aux membres de l'Assemblée que la commune est adhérente au SIEDEC, qui exerce notamment pour son compte la compétence électricité.

Selon les types d'opérations, la commune verse des participations aux travaux.

Par délibération 2019_C07 du 2 avril 2019, le Comité syndical a instauré la possibilité pour les communes de lui verser des fonds de concours. Des fonds de concours peuvent être versés entre un syndicat visé à l'article L. 5212-24 (Syndicat intercommunal exerçant la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique d'électricité) et ses communes membres, après accords concordants exprimés à la majorité simple du comité syndical et des conseils municipaux concernés. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder 75% du coût hors taxes de l'opération concernée.

Dans le cadre des travaux de requalification de la rue du Maréchal Leclerc et afin d'améliorer le cadre de vie, la commune a souhaité que le SIEDEC réalise des travaux d'effacement du réseau aérien basse tension et de reprise de branchements, rue du Maréchal Leclerc et entre la rue Léon Blum et la rue de la République.

Les travaux n'ont pu être intégrés dans le programme de travaux bénéficiant d'une contribution de ENEDIS. Aussi ces travaux sont à la charge de la commune, à hauteur de 75 %, par le versement d'un fonds de concours au SIEDEC.

Le financement prévisionnel de cette opération était le suivant :

- Montant global prévisionnel des travaux : 58 613,11 € HT
- Participation communale (75 % du HT) : 43 959,83 €
- Solde restant de 25 % à la charge du SIEDEC : 14 653,28 €

Après réalisation, les montants de travaux ont été revus à la baisse, sur la base du décompte général des travaux d'enfouissement réalisés. Le plan de financement définitif est donc le suivant :

- Montant global définitif des travaux : 53 190,86 € HT
- Participation communale (75 % du HT) : 39 893,15 €
- Solde restant de 25 % à la charge du SIEDEC : 13 297,71 €

Le fonds de concours présente l'avantage d'être directement imputé en section d'investissement dans le budget de la commune. Le montant est inscrit au budget dans le cadre des travaux de requalification de la rue du Maréchal Leclerc.

A la lumière de ce qui précède, Monsieur DEVIENNE propose au Conseil Municipal :

- d'approuver le versement d'un fonds de concours au SIDEC dans le cadre de la réalisation des travaux susvisés, à hauteur de 75% du montant HT des travaux, pour un montant définitif de 39 893,15 €
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents relatifs à cette opération et à accomplir toutes formalités en résultant.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Marc. Ouais, je pense que vous l'avez vu, les travaux avancent bien pour le pôle de santé. Pôle de santé qui s'appellera Louis Sandras. Donc, ça avance très, très bien, et les travaux qui ont été réalisés par le SIDEC sont de grande qualité.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Monsieur PLISSON, Directeur des Services Techniques et des Sports et Madame MUTEZ, Responsable environnement et aménagement urbain
Délibération transmise en sous-préfecture le 10/12/2024

5. ATTRIBUTION DES PRIX AUX LAURÉATS DU CONCOURS COMMUNAL DES MAISONS FLEURIES POUR L'ANNÉE 2024 - APPROBATION

Madame Sandrine TRIoux, Adjointe au Maire, expose à l'Assemblée que, comme chaque année, la Ville de CAUDRY a organisé son concours des maisons fleuries. Un jury a procédé à la notation le 1^{er} juillet.

Madame TRIoux propose de s'appuyer sur le classement du jury pour l'attribution des prix suivants :

1^{ère} CATÉGORIE : Maisons avec jardin très visible de la rue

Place	Nom	Adresse	Niveau	Récompense
1er	AMEYE Léon	26 rue Henri Bracq	4 fleurs	110,00 €
2ème	DENIMAL Marie-Christine	209 rue de la République	3 fleurs	90,00 €
3ème	PORET Vincent	63 rue de Ligny	3 fleurs	80,00 €
4ème	DENHEZ Martine	22 rue Henri Bracq	2 fleurs	60,00 €
5ème	PREDHOMME Daniel	19 rue de la République	2 fleurs	50,00 €
6ème	MONTAY René et Elisabeth	10 rue Molière	2 fleurs	40,00 €
7ème	TAISNE Jean Claude	32 rue Edouard Manet	1 fleur	20,00 €
8ème <i>ex aequo</i>	ARAUJO Isabelle	3 rue Alfred de Musset	1 fleur	20,00 €
8ème <i>ex aequo</i>	TAMBOISE Antoinette	11 rue des Bouleaux	1 fleur	20,00 €

Prix d'encouragement, pour première participation :

Le jury propose d'attribuer à monsieur TAISNE Jean Claude le prix d'encouragement pour sa première participation. Pour cela, Monsieur le Maire propose de lui attribuer la somme supplémentaire de : 20,00 €

Total 1^{ère} catégorie : 510,00 €

2^{ème} CATÉGORIE : Maisons avec jardinet

Place	Nom	Adresse	Niveau	Récompense
1er	BELOT Nadine	97 rue Delattre de Tassigny	3 fleurs	100,00 €
2 ^{ème}	EGO André	35 rue Molière	3 fleurs	90,00 €
3 ^{ème}	RUFFIN Daniel	16 rue Molière	3 fleurs	80,00 €
4 ^{ème} <i>ex aequo</i>	BERTHE Colette	6 rue des Bouleaux	1 fleur	50,00 €
4 ^{ème} <i>ex aequo</i>	LOUCHART Véronique	173 rue de la République	1 fleur	50,00 €
5 ^{ème}	QUIEVREUX Marie-France	53 rue Fénelon		30,00 €

Prix d'encouragement :

Les membres du jury ont décidé pour cette catégorie de ne pas attribuer de prix d'encouragement

Total 2^{ème} catégorie : 400,00 €

3^{ème} CATÉGORIE : Fenêtres et Façades

Place	Nom	Adresse	Niveau	Récompense
1 ^{er} (hors concours)	DE KINDERS Marie-Flore	18 rue des Pins	3 fleurs	100,00 €
1 ^{er}	TROUILLEZ André	29 rue Edison	2 fleurs	90,00 €
2 ^{ème}	DUBRUNQUEZ Micheline	6 rue des frères Tofflin	2 fleurs	80,00 €
3 ^{ème}	BENOIT Marie-Claire et Gérard	23 rue de Venise	1 fleur	60,00 €
4 ^{ème}	BRASSEUR Béatrice	3 rue du Bois du Pont	1 fleur	50,00 €
5 ^{ème} <i>ex aequo</i>	BRUEY Patrick	17 rue de Denain	1 fleur	40,00 €
5 ^{ème} <i>ex aequo</i>	HERBIN Audrey	59 rue Henri Barbusse	1 fleur	40,00 €
7 ^{ème}	LEMAIRE Christian	51 rue Auguste Marliot	1 fleur	30,00 €
8 ^{ème}	DE NEVE Marie-France	123 rue de Bruxelles	1 fleur	20,00 €
9 ^{ème} <i>ex aequo</i>	FOSTIER LENGREND Claudine	203 rue de la République		20,00 €
9 ^{ème} <i>ex aequo</i>	FONTAINE Chantal	28 rue des Frères Tofflin		20,00 €

Prix d'encouragement, pour première participation :

Le jury propose d'attribuer à Madame BRASSEUR Béatrice, Monsieur Patrick BRUEY, et Madame FONTAINE Chantal le prix d'encouragement pour leur première participation. Monsieur le Maire propose donc, de leur attribuer la somme supplémentaire de : 20,00 €

Total 3^{ème} catégorie : 610,00 €

4^{ème} CATEGORIE : Balcons et terrasses

Place	nom	adresse	Niveau	Récompense
1er	GARDEZ Daniel	18 rue Clément Marot	2 fleurs	90,00 €
2eme	ALVIN Marie-Aimée	11 rue Auguste Beauvillain	1 fleur	70,00 €
3eme	QUIEVREUX Mauricette	13 rue Auguste Beauvillain	1 fleur	60,00 €

Prix d'encouragement :

Les membres du jury ont décidé pour cette catégorie de ne pas attribuer de prix d'encouragement

Total 4^{ème} catégorie : 220,00 €

5^{ème} CATEGORIE : Cours fleuries

Place	Nom	Adresse	Niveau	Récompense
1eme	COURBET Dany	36 rue Camille Guérin	2 fleurs	90,00 €
2eme	PLOUQUET Elodie	38 rue Camille Guérin		60,00 €
Non Classée*	COURBET Karine	23 rue Albert Camus		

** Absence de fleurissement le jour du passage du jury*

Prix d'encouragement :

Les membres du jury ont décidé pour cette catégorie de ne pas attribuer de prix d'encouragement.

Total 5^{ème} catégorie : 150,00 €

Les prix seront remis sous forme de plusieurs bons d'une valeur de 20 ou 30 euros à dépenser dans les commerces Caudrésien.

La dépense totale, soit la somme de : MILLE HUIT CENT QUATRE VINGT DIX EUROS (1 890 €) sera prélevée sur les crédits inscrits au chapitre 6714 – fonction 024 du budget de l'année 2024.

Aussi il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver l'attribution des prix aux lauréats du concours communal des maisons fleuries au titre de l'année 2024, telle que détaillée ci-dessus,
- d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes formalités en résultant.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Monsieur BAJODEK : *Je veux juste savoir combien de participants sont venus...*

Monsieur le Maire : *Sandrine ?*

Madame TRIoux: *Marion ?*

Madame MUTEZ : *(Début propos inaudibles) on tourne autour de 38 participants.*

Monsieur le Maire : *C'est marrant, ça, le chiffre exact. Très bien. Merci, Marion.*

Affaire suivie par Monsieur PLISSON, Directeur des Services et des Sports et Madame MUTEZ, Responsable environnement et aménagement urbain
Délibération transmise en sous-préfecture le 10/12/2024

6. PROGRAMMATION DES ACTIONS 2024 DU CONTRAT DE VILLE – ACTION STREET ART

Monsieur Alain RIQUET, Adjoint au Maire, expose :

Depuis la signature du nouveau Contrat de Ville « Quartiers 2030 » qui a eu lieu le 4 avril 2024, la Ville de Caudry est inscrite dans la nouvelle géographie prioritaire de la politique de la ville. D'un point de vue opérationnel, cela donne lieu à une programmation annuelle d'actions. Lors de la séance du 12 juin 2024, le Conseil Municipal avait approuvé la programmation 2024 de la politique de la ville. 11 actions avaient alors été déclinées, après validation, comme suit :

Politique de la ville 2024 - Commune de CAUDRY

N°	Porteur de l'action	Intitulé de l'action	Action N ou R	Coût total de l'action	Subvention État	Subvention Ville	Autres financements
Pilier Education							
Favoriser l'agir familial							
24.01	Séniors Actifs	A Corps et à Chœurs	N	21 820 €	5 040 €	1 260 €	15 520 €
24.02	Association du Musée des Dentelles et Broderies Caudry	La dentelle, mon bijou précieux	N	6 250 €	5 000 €	1 250 €	0 €
Favoriser la réussite éducative pour tous							
24.03	Caisse des écoles	Programme de réussite éducative 2024	R	138 020 €	89 713 €	48 307 €	0 €
Pilier Santé							
Favoriser la réussite éducative pour tous							
24.04	Séniors Actifs	Action Bien-être	N	21 350 €	4 640 €	1 160 €	15 550 €
24.05	Ville de Caudry	Atelier Santé Ville la santé pour tous	R	10 000 €	5 000 €	5 000 €	0 €
Favoriser les interventions concernant la santé mentale							
24.06	CCAS- Trait d'Union	For Women	N	6 860 €	5 120 €	1 280 €	460 €
Pilier Transition Energétique							
Favoriser la réussite éducative pour tous							
24.07	Avenir Jeunes	Ville Vie Vacances	R	36 498 €	5 000€	5 000€	26 498 €
Favoriser la réussite éducative pour tous							
24.08	Avenir Jeunes	Des habitants à la rencontre des habitants	N	10 603 €	2 338 €	585 €	7 680 €
24.09	Avenir Jeunes	Mon Quartier Passe au Vert	N	6 984 €	5 587 €	1 397 €	0 €

Pilier Sécurité							
Renforcer la citoyenneté							
24. 10	C.I.D.F.F.	Accès aux Droits, Ci-oyenneté et Égalité	R	10 892 €	4 946 €	4 946 €	1 000 €
Ingénierie							
21. 11	Ville de Caudry	Pilotage et Co-ordination	R	20 000 €	0 €	20 000 €	0 €
TOTAL				289 277 €	132 384 €	90 185 €	65 708 €

Aussi, l'enveloppe globale pour le territoire de Caudry accordée par l'État pour l'année 2024 était de 140 000 €. Le solde de 7 616 € a été fléchi sur l'action déposée dans le but de faire participer les jeunes du Quartier Prioritaire « Centre-ville/Gambetta » au festival Street Art.

Au final, la participation totale de la commune s'élève donc à 92 633 €, le solde étant financé par les crédits de droit commun, les subventions d'autres organismes ou les fonds propres des structures.

Le versement des subventions aux porteurs d'actions est proposé selon les répartitions et le planning suivants :

Intitulé de l'action <i>Porteur de l'action</i>	Coût total action	Financement		Date de versement
		Etat	Ville de Caudry	
A Corps et à Chœurs <i>Séniors Actifs</i>	21 820 €	5 040 €	1 260 €	80% au démarrage de l'action soit 1 008 € 20% à la production d'un bilan soit 252 €
La dentelle, mon bijou précieux <i>Association du Musée des dentelles et Broderies Caudry</i>	6 250 €	5 000 €	1 250 €	80% au démarrage de l'action soit 1 000 € 20% à la production d'un bilan soit 250 €
Programme de Réussite Éducative 2024 <i>Caisse des Ecoles</i>	138 020 €	89 713 €	48 307 €	100% au démarrage de l'action soit 48 307 €
Action Bien-être <i>Seniors Actifs</i>	21 350 €	4 640 €	1 160 €	80% au démarrage de l'action soit 928 € 20% à la production d'un bilan soit 232 €
Atelier Santé Ville La santé pour tous <i>Ville de Caudry</i>	10 000 €	5 000 €	5 000 €	100% au démarrage de l'action soit 5 000 €
<i>For Women</i> <i>Trait d'Union - CCAS de Caudry</i>	6 860 €	5 120 €	1 280 €	80% au démarrage de l'action soit 1 024 € 20% à la production d'un bilan soit 256 €
Ville Vie Vacances <i>Avenir Jeunes</i>	36 498 €	5 000 €	5 000 €	80% au démarrage de l'action soit 4 000 € 20% à la production d'un bilan soit 1 000 €
Des habitants à la rencontre des habitants <i>Avenir Jeunes</i>	10 603 €	2 338 €	585 €	80% au démarrage de l'action soit 468 € 20% à la production d'un bilan soit 117 €
Mon Quartier Passe au Vert <i>Avenir Jeunes</i>	6 984 €	5 587 €	1 397 €	80% au démarrage de l'action soit 1 118 € 20% à la production d'un bilan soit 279 €

Accès aux Droits, Citoyenneté et Egalité <i>CIDFF</i>	10 892 €	4 946 €	4 946 €	80% au démarrage de l'action soit 3 957 € 20% à la production d'un bilan soit 989 €
Pilotage, coordination <i>Ville de Caudry</i>	20 000 €	0 €	20 000 €	
Festival Street art Ville de Caudry	10 064 €	77 616 €	22 448 €	100 % au démarrage de l'action soit 2 448 €
Total	299 341 €	140 000 €	92 633 €	

Aussi, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'approuver la programmation définitive 2024 du Contrat de Ville telle que présentée dans le tableau ci-dessus,
- d'autoriser Monsieur le Maire à débloquer les crédits nécessaires pour couvrir la participation financière de la Ville dans chacune des actions ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à verser les subventions aux porteurs de projets selon la répartition et le planning proposés.
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents ou conventions à intervenir dans ce cadre, ainsi qu'à accomplir toutes formalités en résultant.

Monsieur le Maire : *Merci, Alain. Oui, effectivement, notre festival Street Art qui connaît un réel succès, vous avez vu, il y a encore eu un très gros article sur la dernière fresque qui a été réalisée, à côté du collège Jean Monnet. Et là, donc, effectivement, on a prévu de faire participer les jeunes avec une fresque qui devrait prendre place sur le pignon de la maison voisine du Point Bar où on va demander aux jeunes de venir faire une fresque en marquant : « Bienvenue à Caudry ». Quand vous remontez la rue de Saint-Quentin, vous arrivez au Rosaire. C'est Point Bar, tout à fait, voilà. Voilà, tout à fait. Donc, avec les jeunes qui participeront, donc, il y aura une belle fresque. Alors, ce sont des papillons pour ceux qui ont participé, ce sont des beaux papillons en dentelle, magnifiques, scintillants. Et puis à côté, donc, il y aura un petit message : « Bienvenue à Caudry. » Donc, les gens qui entreront par la rue de Saint-Quentin arriveront directement là-dessus, ça va être très beau. Voilà, une bonne chose. Par rapport à cette délibération, des contre ? Des abstentions ?*

Monsieur BAUDOUX : *Monsieur le Maire, je ne prendrai pas part au vote, vu que Avenir Jeunes est cité dedans, je préfère prendre aucun risque.*

Monsieur le Maire : *Oui, mais ce n'est pas une subvention versée à Avenir Jeunes, bon, c'est le contrat de ville, si tu veux. OK. Donc, pas de contre ? Pas d'abstention ? Merci. Unanimité.*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

M. BAUDOUX ne participe pas au vote

Affaire suivie par Monsieur ZOIA, Directeur cohésion sociale
Délibération transmise en sous-préfecture le 10/12/2024

7. ABATTEMENT DE LA TAXE FONCIÈRE SUR LES PROPRIÉTÉS BÂTIES – SIGNATURE DES CONVENTIONS AVEC LES BAILLEURS SOCIAUX – APPROBATION

Monsieur Didier BONIFACE, Adjoint au Maire, expose :

Avec la signature du nouveau Contrat de Ville « Quartiers 2030 » qui a eu lieu le 4 avril 2024, la Ville de Caudry envisage de signer avec les trois bailleurs sociaux présents sur le territoire prioritaire, quartier « centre-ville/Gambetta » (Partenord, Promocil, SIGH), une convention précisant l'utilité ainsi que les engagements pris par chacune des parties dans le cadre de l'abattement de la taxe foncière sur les propriétés bâties.

A la différence du précédent Contrat de Ville qui prévoyait une convention unique entre les institutions et les bailleurs sociaux, il est désormais exigé que soit signée une convention par bailleur social.

Le principe d'abattement reste le même, à savoir que les bailleurs sociaux bénéficient d'un abattement de 30 % sur la base d'imposition à la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) pour les logements situés en quartiers prioritaires de la politique de la ville. En contrepartie, l'État compense partiellement la perte de recette fiscale pour la collectivité à hauteur de 40 % sur le montant global de l'abattement, soit 40 % des 30 %.

Cet abattement a pour objectif d'être un levier d'actions en faveur du cadre de vie dans les quartiers en renforçant la participation des habitants, la qualité de service et le développement des projets à impact social.

Sur le territoire communal, le nombre de logements concernés par l'abattement est le suivant :

BAILLEUR	Nombre total de logements sur le quartier concerné	Nombre de logements bénéficiant de l'abattement de la TFPB
Partenord Habitat	52	52
Promocil	85	44
SIGH	71	71
TOTAL	208	167

Les axes définis par les bailleurs sociaux en adéquation avec le Contrat de Ville de Caudry « Quartiers 2030 » et les recommandations émises par les services de l'État concernant l'élaboration du programme d'actions relatif à l'abattement TFPB 2024-2030 sont les suivants :

ATFPB 2024-2030	
Axes	Présence de proximité : renforcement et formation/soutien
	Entretien/maintenance
	Tranquillité résidentielle
	Lien social
	Petits travaux d'amélioration du cadre de vie

Aussi, pour assurer une cohérence avec la mise en œuvre des projets issus de la programmation du Contrat de Ville, le détail des actions envisagées sera établi avant la fin du premier trimestre 2025 et fera l'objet d'avenants aux conventions ci-jointes qui devront être signés et transmis à l'État avant la fin du premier semestre 2025.

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions ci-annexées ainsi que les futurs avenants concernant l'abattement de la Taxe Foncière sur les Propriétés bâties.
- d'autoriser Monsieur la maire à accomplir toutes formalités en résultant.

Monsieur le Maire : *Merci, Didier. Donc, pour le public, en fait, le quartier prioritaire de la ville, c'est centre-ville Gambetta, pour avoir le périmètre, et il a été agrandi, on a obtenu de l'État un agrandissement de notre périmètre quartier prioritaire de la ville. François, un petit mot sur la programmation, merci.*

Monsieur ZOIA : *Du coup, oui, Monsieur le Maire l'a dit, le territoire a été agrandi, notamment en comprenant le nouveau quartier, l'écoquartier Guy-Bricout, et donc le collège Jean Monnet et le lycée Jacquard. Au niveau de l'abattement de la taxe foncière, donc c'est pas une obligation, c'est une possibilité de la part, donnée par l'État mais ça permet aux bailleurs sociaux, en échange de l'abattement de cette taxe foncière, de mettre en place des actions en faveur des habitants, de leurs logements pour lesquels ça concerne les axes de la politique de la ville comme, par exemple, la tranquillité publique ou la réinsertion à l'emploi.*

Monsieur RIQUET : *Je voudrais...*

Monsieur le Maire : *Oui. Vas-y, Alain.*

Monsieur RIQUET : *Par rapport à l'action numéro six et le numéro sept, je voudrais justement rejoindre François, qui est le directeur du Service de cohésion sociale. Et ces deux questions ont demandé un travail extraordinaire parce que l'action, la politique de la ville avec ses différentes actions à mettre en place, ça demande vraiment un travail de profondeur, lui et son service de cohésion sociale et même par rapport aussi à l'abattement de la taxe foncière qui était pas un vain mot mais même si c'est pas vraiment, je vais dire obligatoire quelque part, mais qui est vraiment, qui a vraiment une utilité très, très, très, très, très importante pour les quartiers prioritaires. Et en plus si vous voulez, la semaine prochaine, il y a également, faut pas oublier, le CLSPD avec la réunion annuelle qui va rassembler encore beaucoup de partenaires institutionnels et associatifs.*

Monsieur le Maire : *Alors, CLSPD, Messieurs, dames : Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance. Voilà. Merci. Par rapport à cette délibération, des contre ?*

Madame DISDIER : *Monsieur le Maire. Juste une petite question. Il me semble que cet abattement sur la taxe foncière, lorsqu'elle avait été décidée tout au début, il y avait eu un contrat aussi concernant les commerçants. Il y avait eu un abattement, si je ne dis pas de bêtises, sur un périmètre bien précis pendant, il me semble, deux, trois ans...*

Monsieur le Maire : *Oui...*

Madame DISDIER : *... il y avait eu un abattement justement pour les commerçants. Je voulais savoir s'il y avait pas possibilité étant donné que les affaires sont compliquées en ce moment, si y avait pas possibilité de les intégrer dans cette délibération ou dans une autre délibération. Parce que c'est vrai que, comment dire, ce sont les commerçants, oui, ce sont les commerçants qui paient la taxe foncière. Ce sont pas les propriétaires dès lors où c'est un local commercial. Donc, un local commercial, sauf exception, le propriétaire demande à son locataire commerçant la taxe foncière, le remboursement de la taxe foncière donc, c'est dans le but d'aider les commerçants et pas d'aider les propriétaires des locaux commerciaux, qu'on soit bien d'accord. Voilà. C'est une proposition et savoir s'il y a pas moyen de remettre ça en place.*

Monsieur le Maire : *On pourra demander éventuellement au Préfet si c'est possible de remettre en place cette opération. Mais bon, je pense que tout comme moi, vous savez que les finances de l'État ne sont pas au beau fixe et bon, on va demander quand même.*

Madame DISDIER : *En sachant que je ne suis absolument pas concernée, puisque je ne suis pas du tout dans le périmètre. Je tiens à le préciser quand même.*

Monsieur le Maire : *OK. Par rapport à cette délibération, des contre ? Des abstentions ? Unanimité. Merci.*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Monsieur ZOIA, Directeur cohésion sociale
Délibération transmise en sous-préfecture le 10/12/2024

8. SUBVENTION UCAC – OPÉRATION COMMERCIALE DE NOËL 2024

Madame Sandrine TRIoux, Adjointe au Maire, rappelle que :

Comme chaque année, l'UCAC organise, à l'approche des fêtes de fin d'année, des manifestations destinées à l'animation du commerce local.

A côté de la voiture qui constituera le 1^{er} lot, seront offerts des bons d'achats de 50 € dont la moitié sera attribuée aux commerçants participants.

En soutien à cette action phare pour le commerce caudrésien, Madame TRIoux propose le vote d'une subvention de 9 000 € en faveur de l'UCAC (pour mémoire la subvention était de 7 000 € de 2018 à 2022 et de 8 000 € en 2023).

En cas d'accord, les crédits sont inscrits au BP de l'exercice 2024 – article 6574.

Monsieur le Maire : *Très bien. Alors, je me permets de demander aux membres de l'UCAC... Madame ETHUIN, ou vous votez...*

Madame DISDIER : *Je voudrais intervenir, mais je ne pourrai pas voter parce en tant que vice-présidente de l'UCAC, je ne pourrai pas voter effectivement. Je souhaitais juste donner quelques compléments pour dire que donc cette année, il y a 92 commerçants qui participent à cette quinzaine commerciale, que le lancement démarre le 6 décembre, voilà, que le tirage au sort est prévu pour le 7 juillet au soir, le 7 janvier, pardon et la remise des lots, est prévue pour le 24 janvier. Et donc, effectivement, ces 80 lots, c'est un bon de 50 € qui est effectivement séparé en deux bons de 25 €. On s'est aperçu qu'en général les Caudrésiens avaient tendance à dépenser leurs bons toujours dans les mêmes commerces. Donc, on a voulu essayer de faire participer le maximum de commerces. Donc, chaque gagnant aura donc un bon de 25 € au nom, dans le commerce dans lequel il aura gagné ce bon et 25 €, où il pourra le dépenser dans tous les commerces, au choix. Mais voilà, 25 € pour assurer qu'il y ait un minimum pour que chaque commerçant s'y retrouve aussi. Voilà les précisions que je voulais faire. Merci.*

Monsieur le Maire : *OK.*

Monsieur BAJODEK : *Monsieur le Maire ?*

Monsieur le Maire : *Oui.*

Monsieur BAJODEK : *Est-ce qu'il serait possible d'avoir quelques précisions justement sur le fonctionnement du dispositif ? Il y a un montant minimum d'achat pour participer à la quinzaine ou pas ?*

Monsieur le Maire : *Non.*

Monsieur BAJODEK : *À réaliser ? Non ?*

Monsieur le Maire : *Non.*

Monsieur BAJODEK : *Et est-ce que ...*

Monsieur le Maire : *... Vous allez chez les commerçants caudrésiens, puis il y a des bons, vous remplissez votre bon.*

Monsieur BAJODEK : *D'accord. Et est-ce qu'on pourrait avoir une indication sur le montant à peu près que représente la voiture, en termes de dotation ?*

Monsieur le Maire : *Le prix de la voiture ?*

Monsieur BAJODEK : *Oui*

Monsieur le Maire : *Je ne sais plus. C'est 15 000, on m'a dit.*

Dans la salle : *13 000 €*

Monsieur le Maire : *13 000 €*

Monsieur BAJODEK : *Combien ?*

Monsieur le Maire : *13 000 €*

Monsieur BAJODEK : *13 000 € parce qu'on est tous d'accord pour dire qu'au niveau du commerce, en fait, le principal point noir, c'est le manque de pouvoir d'achat de la population et est-ce qu'il serait pas plus pertinent, parce que je suis pas certain que le fait qu'il y ait la voiture, alors, certes, il y a un heureux, il y a peut-être des espoirs, et puis, du coup, des gens qui viennent mais à la limite, ils n'achètent pas plus pour les commerçants que leurs achats habituels, pas plus chers et pas plus. Peut-être plus souvent, mais ça reste à voir donc en termes d'impact, finalement, on investit 13 000 € pour peut-être un retour sur investissement relativement faible au profit des commerçants. Si on avait, par contre, la possibilité de distribuer ces 13 000 € en bons d'achat d'une manière ou d'une autre, même de les remettre aux commerçants, libre à eux de faire une tombola en interne, je pense que ça aurait un effet multiplicateur beaucoup plus important. Est-ce que justement, on ne pourrait pas voir dans les années futures une réflexion autour de ça pour...*

Monsieur le Maire : *... Oui, après, bon là, vous l'avez compris, nous, on verse une subvention à l'UCAC, c'est l'UCAC qui fait sa politique du commerce.*

Monsieur BAJODEK : *Oui.*

Monsieur le Maire : *Il nous demande une subvention, on verse la subvention. Après, il faut en parler à la présidente de l'UCAC et puis à Madame la vice-présidente.*

Monsieur BAJODEK : *Mais il serait intéressant d'avoir une évaluation pour savoir un petit peu justement quel est l'impact de cette voiture là sur les... alors, ce n'est pas évident à établir, mais enfin et puis d'avoir aussi le ressenti parce que c'est quand même le mieux placé pour le dire des commerçants parce que je me demande si ce ne serait pas quand même beaucoup plus intéressant d'injecter directement l'argent au profit des commerçants et d'être sûr justement que dans le circuit, ça ne s'évapore pas parce que ça ne leur profite qu'à eux par un système de vente.*

Monsieur le Maire : *C'est à l'UCAC de nous dire.*

Monsieur BAJODEK : *D'accord.*

Madame DISDIER : *J'ai entendu.*

Monsieur le Maire : *OK.*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

Mme DISDIER ne prend pas part au vote

**Mme PRUVOT ne prend pas part au vote
ayant donné procuration à Mme DISDIER**

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 10/12/2024

9. GESTION DES CHATS ERRANTS – DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE - APPROBATION

Madame Claudine PLUCHART, Conseillère Municipale, expose :

Lors de la signature de la convention 2024 entre la Ville de Caudry et la fondation « 30 millions d'amis » relative à la stérilisation et l'identification des chats libres sauvages, l'estimation avait été de 50 stérilisations annuelles, sur la base de la baisse enregistrée depuis 2023 (passant de 80 à 60 opérations).

Il s'avère cependant qu'en cette fin d'année le nombre de stérilisations doit être revu à la hausse, en raison de l'accroissement des besoins constaté par l'association « Les Amis de Dana », en charge du volet opérationnel de l'action.

Il apparaît en effet qu'à ce jour, 5 stérilisations supplémentaires ont été réalisées pour un montant de 560 euros.

Par conséquent, l'association « Les Amis de Dana » sollicite une subvention exceptionnelle de 1 000 euros couvrant ces frais ainsi que ceux à venir dans l'attente de la signature de la convention 2025.

Madame PLUCHART propose au Conseil Municipal d'accepter de verser à l'association « Les amis de Dana » une subvention exceptionnelle complémentaire de 1 000 euros, ainsi que d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes formalités en résultant.

Monsieur le Maire : Merci, Claudine. Je voulais en profiter pour remercier publiquement Madame MONTAY et toute son équipe, qui font un travail extraordinaire. Madame VANNIER aussi qui s'implique dans l'association. Elles font un travail extraordinaire, et ça nous a quand même permis de limiter la prolifération de chats, sachant que c'est fait dans le respect des règles de l'art. Le chat est capturé à un endroit, il est soigné, il est stérilisé, nourri, etc puis on le remet au même endroit pour qu'il ne soit même pas perturbé.

Monsieur BAJODEK : J'aurais voulu savoir le montant annuel de la subvention du coup.

Monsieur le Maire : Pour le ...

Monsieur BAJODEK : Pour l'association, en règle générale.

Monsieur le Maire : C'est tous les ans, pareil, on va vous la dire, mais...

Madame DEBOUDT : (début propos inaudible) lors du conseil de juin et là, donc, avec 1 000 €, ça fera 3 250 €, pour les stérilisations.

Monsieur BAJODEK : Parce que j'avais fait un rapide calcul en me disant que, semble-t-il, il y a 5 stérilisations supplémentaires réalisées pour 560 € donc, ça fait à peu près 112 € par opération.

J'avais lu en préambule en fait que du coup, il y avait, ouais, on va dire, une cinquantaine de stérilisations. Donc, c'est pour ça que je m'étais dit : quel est le montant de la subvention annuelle ?

Monsieur le Maire : Hein ? Ouais, l'opération pour les femelles sont plus chères que pour les mâles et oui c'est des montants qui ne sont pas donnés.

Propos inaudibles dans la salle.

Monsieur le Maire : Oui c'est négocié en plus.

Propos inaudibles dans la salle.

Monsieur le Maire : Je sais pas, moi...Hein ? Pardon ? S'il vous plaît, Messieurs et dames.

Madame VANNIER : Pour les femelles que pour les mâles et donc là, elles se retrouvent un petit peu...

Monsieur le Maire : ... Peut-être qu'elle avait aussi un petit peu de réserves financières à mon avis.

Madame VANNIER : Oui, oui.

Propos inaudibles Monsieur BAJODEK.

Madame VANNIER : Parce qu'après, effectivement, il faut qu'elle tienne jusqu'à la prochaine convention donc...

Propos inaudibles Monsieur BAJODEK.

Madame DEBOUDT : Mais la ville participe uniquement à 50 %. Le reste est mis par la fondation donc, au global, c'est plus de 5 000 €. C'est 50 % la participation de la ville.

Monsieur le Maire : C'est bon pour vous ?

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame VANNIER, Responsable état-civil, élections et affaires générales
Délibération transmise en sous-préfecture le 10/12/2024

10. DEMANDE DE SUBVENTION DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE L'ACCÈS AUX DROITS DU NORD – ANNÉE 2024

Madame Martine DAUCHET, Conseillère Municipale, expose :

Dans le cadre du partenariat engagé depuis le 28 juin 2013 entre la ville de Caudry et le Conseil Départemental de l'Accès au Droit du Nord (CDAD), l'article 5 de la convention prévoit un apport financier de la Commune, versé annuellement, révisable chaque année, à la hausse ou à la baisse, sur la base des activités développées.

Le CDAD du Nord finance ainsi les permanences juridiques dispensées. Il travaille en collaboration avec les professionnels du droit, l'association des conciliateurs de justice, le pôle régional du Défenseur des droits et ses délégués, les associations. Il représente le Ministère de la Justice dans le dispositif France services du Département du Nord.

En 2024, les permanences dispensées par les avocats du barreau de Cambrai, chaque 1^{er} lundi du mois, ont rencontré un vif succès, tandis que les permanences des notaires, moins souvent sollicitées, se sont tenues 1 fois/trimestre.

En conséquence, les 15 permanences programmées ont toutes été honorées, de la sorte que 90 personnes ont été conseillées et orientées.

Ceci étant exposé, Madame DAUCHET propose au Conseil Municipal :

- d'attribuer au CDAD du Nord, pour l'année 2024, l'intégralité de la subvention sollicitée, soit un montant de 2 000 euros,
- d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes formalités en résultant.

Monsieur le Maire : Merci Martine. Oui, un beau service pour la population. Donc, si vous faites le ratio, 90 personnes, ça fait à peu près 22 € par personne. Donc, un service rendu et qui est fait à des prix très intéressants.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame VANNIER, Responsable état-civil, élections et affaires générales
Délibération transmise en sous-préfecture le 09/12/2024

11. HANDBALL CAUDRY – DEMANDE DE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE

Monsieur Claude DOYER, Adjoint au Maire, expose :

L'association sportive Handball Caudry a organisé du 14 au 23 juin 2024 la « semaine du hand ».

Cette semaine destinée à faire découvrir le club rassemble plus de 1 500 personnes et les activités proposées sont ouvertes à tous : entreprises, corporations, écoles, parents, personnes en situation de handicap.

A cet effet, le Président de l'association a sollicité Monsieur le Maire afin d'obtenir une subvention exceptionnelle permettant de prendre en charge une partie des dépenses.

La commission des sports, au cours de sa réunion du 12 novembre 2024, a émis un avis favorable à l'octroi d'une subvention exceptionnelle de 2 000 €.

Monsieur DOYER propose :

- de suivre cet avis et d'accorder ladite subvention.

En cas d'accord, les crédits correspondants sont prévus au budget de l'exercice en cours.

Monsieur DOYER : Nous avons reçu le bilan prévisionnel de cette manifestation et le total donc s'élève, total prévisionnel s'élève à 15 500 €. La semaine du handball, donc, elle se proposait de valoriser l'action des bénévoles, d'organiser des tournois interentreprises, sport, vecteur de santé, tournoi des écoles, tournoi des familles, tournoi hand-adapté et tournoi loisir. En outre, le contact avec les entreprises dans l'esprit de Monsieur VASSON, du président de l'association, devait aussi lui permettre de prendre contact avec d'éventuels sponsors, d'éventuels mécènes. Bien sûr, nous ne savons pas à l'heure actuelle, c'est déjà la troisième année, mais c'est la première année qu'une subvention est demandée, nous ne savons pas, bien sûr, quelle est la répercussion matérielle, économique, financière de cette opération. La subvention est accordée pour la promotion du sport en attendant que ça puisse, en aidant les finances du club, continuer également la promotion du club local.

Monsieur le Maire : Bon, par rapport à cette délibération, des contre ?

Monsieur BAJODEK : *Est-ce qu'on pourra juste pour parfaire notre information, avoir la subvention de fonctionnement et de haut niveau du club ?*

Monsieur DOYER: *Là, j'ai pas le chiffre.*

Monsieur le Maire : *Il n'y a pas de haut niveau pour le hand.*

Monsieur BAJODEK : *Parce qu'à une époque, il y avait une subvention de performance aussi. Donc, c'est pour ça que...*

Monsieur le Maire : *Non, non. 18 000. Le hand c'est 18 000.*

Monsieur BAJODEK : *Autour de 18 000 € alors ?*

Monsieur DOYER: *Dans ces chiffres-là. J'ai plus le chiffre exact, mais c'est de l'ordre de...*

Monsieur le Maire : *Ils ont encore augmenté en effectifs, ils sont cette année 370. C'est ça, je crois.*

Monsieur BAJODEK : *Bon, en tout cas, assurément l'un des plus exemplaires parce qu'on entend énormément de bons échos du club. Et c'est vrai que le travail qu'ils font au niveau des différentes équipes, c'est assez formidable.*

Monsieur le Maire : *Beaucoup de champions du Nord dans les équipes de jeunes et puis là les équipes fanions, filles et garçons sont dans le haut de tableau.*

Monsieur BAJODEK : *Alors, bien sûr, je ne voterai pas contre. Je préfère commencer par là parce que je vais m'attirer les foudres. C'est pour tout ce qu'on, tout le bien qu'on a dit du club. Par contre, je m'interroge quand même sur toujours ce côté un petit peu automatique des subventions parce que finalement, j'aurais bien voulu savoir, enfin, avoir plutôt le, comment je vais dire ça...le budget réalisé de cette manifestation. Parce que là, pour le coup, effectivement, ça aurait pu permettre de voir s'il y avait des bénéfices qui avaient été dégagés et à quelle hauteur, spécifiquement pour cet événement, puisque là, c'est au mois de juin, donc, on peut penser raisonnablement qu'aujourd'hui, les chiffres sont connus. Et après justement, si, quand on fait des manifestations comme ça, on fait des bénéfices, c'est peut-être pas forcément automatique d'avoir une subvention également exceptionnelle, même si ça vient rajouter encore et que l'ensemble permet de contribuer justement à la bonne marche du club et à atteindre les très bons résultats qui sont les siens. Donc, je ne voterai absolument pas contre. Ce n'est pas non plus un procès, loin de là, fait au handball, mais c'est plutôt une réflexion générale par rapport à l'ensemble des associations où de temps en temps, on a ce recours quasi systématique à la subvention exceptionnelle en disant : « Tiens, on fait quelque chose, on fait une subvention exceptionnelle. » Mais si à la limite l'événement se passe très bien et qu'il dégage pas mal de bénéfices, est-ce que c'est toujours nécessaire d'avoir cette subvention de soutien surtout qu'à côté de ça, on a quand même aussi déjà des soutiens qui sont faits dans le cadre des subventions de fonctionnement. Voilà, c'était simplement une réflexion que je tenais à livrer, à féliciter le club de hand pour son bon travail.*

Monsieur DOYER : *D'une part, il s'agit pas d'un automatisme, puisque c'est la troisième manifestation de ce genre, c'est la première fois qu'une subvention est demandée. La totalité de la demande n'a pas été octroyée. Et lorsque j'ai annoncé à Monsieur VASSON que la commission des sports avait jeté un regard favorable, je lui ai dit que, bien entendu, nous avons anticipé votre remarque, bien entendu, puisque, il a ajouté que c'était pour recruter ou connaître des mécènes et des sponsors, sans vouloir s'immiscer dans sa manière, dans sa pratique pour s'autofinancer, bien entendu que l'année prochaine, s'il s'avisait de cette subvention exceptionnelle qui n'est pas du tout automatique, bien entendu, on attendrait des résultats sur ces chiffres, mais c'est toujours déclaratif, bien sûr.*

Monsieur BAJODEK : *Dit automatique en faisant une généralité, en regardant, par exemple, quand l'UCA fait des manifestations comme avec la course de la dentelle ou différentes choses*

comme ça, enfin si on reprend un petit peu l'historique, il y a des événements où effectivement, pour le coup, c'est une subvention exceptionnelle indispensable parce que c'est presque des manifestations qui, par nature, ne dégagent pas de bénéfice, ce qui est peut-être aussi le cas ici, c'est pour ça que j'aurais vraiment voulu savoir quels étaient les bénéfices éventuellement du handball mais c'est vrai que, il y a quand même toujours ce recours, et on l'a vu par le passé donc, c'était peut-être effectivement le mauvais exemple, comme vous l'avez démontré, que quasi systématiquement, à côté de la subvention de fonctionnement pour les clubs de sport vient souvent, s'il y a un événement, quel qu'il soit, parfois exceptionnel, parfois quelconque, une subvention exceptionnelle qui est souvent demandée à l'appui également, justement de cet événement et c'est ça un petit peu qui...

Monsieur le Maire : *Ah, oui.*

Monsieur BAJODEK : *... parfois me paraît...*

Monsieur le Maire : *... Je me permets ...*

Monsieur BAJODEK : *... trop automatique à mon goût.*

Monsieur le Maire : *Oui, je vais prendre la parole. C'est quand même mieux de faire comme ça parce qu'effectivement, on pourrait dire : tiens, la course de la dentelle, c'est tous les ans donc les 3 500, parce qu'on leur a baissé, c'était 4 500 avant, les 3 500, on leur met systématiquement dans leur subvention de fonctionnement. Mais si une année, ça se fait pas, on est perdant parce qu'on aura versé une subvention dans la subvention de fonctionnement et puis l'activité n'aura pas lieu. Donc, je pense qu'il faut quand même rester avec des subventions exceptionnelles qui permettent des fois, l'animation ne se fait pas, de pas verser.*

Monsieur BAJODEK : *Ça corrobore le côté automatique de la chose, puisque si ça se fait, ça tombe.*

Monsieur DOYER : *Et puis d'autre part, comme il s'agissait de prendre contact avec d'éventuels financeurs, il se peut que même à l'heure actuelle, on n'ait pas encore le chiffre, la répercussion sur les finances du club. Et puis d'autre part, aussi vite après la tenue de cette manifestation, il ne m'a pas paru opportun de demander des comptes au club.*

Monsieur BAJODEK : *Entre nous, vu effectivement le très bon boulot qui est fait par le club de hand, il ne vole vraiment pas sa subvention donc, là, pour le coup, moi, je suis entièrement d'accord pour le voter.*

Monsieur le Maire : *OK. Très bien. Merci.*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 10/12/2024

12. DEMANDE DE PARTICIPATION À UN FINANCEMENT HUMANITAIRE

Monsieur Dominique CHMIELEWSKI, Conseiller Municipal, expose que la commune a été sollicitée par un jeune caudrésien actuellement en Terminale au Lycée Paul Duez de Cambrai, en vue de participer au financement d'une action humanitaire visant à l'accompagnement de populations défavorisées en matière de prévention de santé publique.

En effet, Monsieur Yannis MENNEVEUX a pour objectif de participer au projet intitulé « voyage humanitaire en Inde » et recherche des financements pour ce faire.

Monsieur CHMIELEWSKI propose d'accorder une subvention de 500,00 € dans le cadre de ce projet, somme qui serait versée, en cas d'accord, au Lycée Paul Duez.

Les crédits nécessaires sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

Monsieur BAJODEK : *Là encore, c'est la distribution un petit peu automatique parce que donc tous les gamins qui vont être dans la classe de seconde vont écrire à leur mairie respective en disant : « Bonjour, on veut 500 €. » Et alors, imaginons qu'il y ait une inflation terrible....*

Monsieur le Maire : *Ils ne partent pas tous en Inde.*

Monsieur BAJODEK : *Comment ?*

Monsieur le Maire : *Ils ne partent pas tous en Inde.*

Monsieur BAJODEK : *Non, mais enfin, vous pouvez faire le tour des autres communes, ils demandent tous à leur commune quand même donc après, c'est encore 500 € par-ci, 500 € par-là. Bon, je trouve que c'est un peu trop facilement donné. On a des précisions sur le voyage. Il va nous faire un compte rendu ? Est-ce qu'il y a, voilà, une quelconque exigence par rapport à ça ? Puisque, voilà, je trouve que c'est un petit peu trop facile. Et 500 € comme ça... Peut-être que 150 € aurait pu suffire, quoi. Et s'il y en a d'autres qui viennent derrière, ça peut vite faire une grande enveloppe.*

Monsieur le Maire : *Oui, Ophélie ?*

Madame DEMARQUE : *Du coup, si je peux compléter l'information qui est notée ici. Donc, en fait, le voyage, il va coûter 1 850 € à peu près par élève. Et il faut savoir que c'est pas le seul moyen qu'ils ont mis en place pour avoir du coup une diminution de ce prix. Ils font des ventes de crêpes tous les mardis de novembre, décembre, janvier. Ils gagnent environ 400 € par mardi, ce qui fait environ 2 € par élève, par mardi, pour finalement diminuer 22 € par élève. Ils vont organiser un bal de fin d'année pour essayer de gagner à peu près, pour essayer de gagner de l'argent et du coup de diminuer encore le coût par élève. Ils attendent 500 élèves à 5 €. Donc, ils vont essayer de faire diminuer. Et durant tout le mois de décembre, ils vont aussi aller emballer des cadeaux à King Jouet et du coup attendre peut-être de l'argent sous forme de donations de la part des clients. Donc, ils ont fait cette demande. Ils ont fait la demande sans savoir si elle allait être acceptée ou pas. Et ils font aussi d'autres choses à côté. Donc c'est pas le chemin de la facilité qu'ils ont choisie. Pour le coup c'est un complément, j'ai envie de dire.*

Monsieur BAJODEK : *Presque par équité, si on avait demain, pour avoir une égalité de traitement quand même entre les différents citoyens caudréziens, si on avait demain d'autres lycéens qui viendraient comme ça avec des projets, on arriverait directement avec un versement forfaitaire à 500 €. Bon, ça reste de l'argent public.*

Monsieur le Maire : *Après, c'est l'Inde. C'est pas...*

Monsieur BAJODEK : *Oui, c'est humanitaire, mais enfin, ils sont beaucoup à faire des belles actions et on peut s'émouvoir de plein de choses, hein. Pourquoi pas aussi les donner à...*

Monsieur le Maire : *... Et après tant qu'on peut...*

Monsieur BAJODEK : *... à la recherche ?*

Monsieur le Maire : *Je me permets, hein parce que aujourd'hui, je pense que, on est tous d'accord pour dire qu'on a une jeunesse qui souffre. On a une jeunesse qui, malheureusement perd un peu ses repères. On va pas... Là, on a l'opportunité de faire plaisir à un gamin qui va s'épanouir, moi, ça me gêne pas, tant qu'on peut le faire, ça me gêne pas.*

Propos inaudibles Monsieur BAJODEK.

Madame DESREUMAUX : *Excusez-moi, excusez-moi, Monsieur BAJODEK, si je peux me permettre, je ne souhaite pas vous couper, mais peut être aussi abonder dans votre sens. Alors,*

moi, j'ai vraiment aucun doute sur le fait que les jeunes s'investissent pour avoir de l'argent, et puis pour faire ce qu'il faut pour se subventionner eux-mêmes. Juste que, il y a l'année dernière et certainement, oui, l'année dernière, il y avait déjà eu ce voyage. Nous avons effectivement donné 500 € aussi à une jeune fille.

Monsieur le Maire : Tout à fait.

Madame DESREUMAUX : Alors, je ne sais plus son nom, mais voilà. J'avais proposé à l'époque que l'on puisse avoir une réflexion, c'est-à-dire un comité où on pourrait réfléchir à une sorte de grille, qui permettrait de savoir, suivant l'action, suivant le voyage, suivant toutes ces choses, que l'on puisse définir un montant par rapport aux actions ou aux types d'actions. En fait, je fais le même constat que vous. Et c'est aussi un peu le constat que je partage aussi avec vous sur la question précédente. C'est qu'en réalité, on a un petit peu l'impression qu'on fait un courrier, on demande, et puis on a. Et ça, c'est un peu dommage parce qu'en réalité, on a les outils, on a les choses, on peut réfléchir, mais il faut effectivement, ça pourrait prendre un petit peu de temps. Par contre, là aussi où je suis pas d'accord non plus, c'est que si on peut faire plaisir à une personne, à un jeune, on peut le faire. Mais moi, c'est à tous les jeunes que j'ai envie de faire plaisir. Je le répète, la République, elle est égalitaire. Et il faut pas dire, comme un jeune ou une jeune a eu l'audace de demander en mairie 500 € pour partir... mais il faut penser aussi aux autres qui ont pas forcément cette idée-là que d'aller frapper à la porte. J'aimerais aussi savoir, puisque c'est le lycée Paul Duez, Monsieur le Maire de Cambrai, est-ce qu'il donne aussi 500 € à chacun de ses élèves ?

Monsieur le Maire : Ah, le Maire de Cambrai, il fait ce qu'il veut, Madame. Ici, on est à Caudry, on fait ce qu'on veut hein.

Madame DESREUMAUX : Mais Monsieur BRICOUT, je...

Monsieur le Maire : Monsieur le Maire, Madame, s'il vous plaît.

Madame DESREUMAUX : ... je ne vous demande pas de me répondre de la sorte. Là, encore une fois, vous voyez, j'ai mis le doigt là où il fallait pas, et ça vous ...

Monsieur le Maire : ... Non, vous nous parlez... on est au conseil municipal de Caudry Madame, vous nous parlez de Cambrai.

Madame DESREUMAUX : ...Donc, moi, je vous demande si Monsieur le Maire de Cambrai donne aussi 500 € à chacun des lycéens de

Monsieur le Maire : ... je ne vais pas vous dire ce que fait le Maire de Maubeuge, de Valenciennes, le Maire de ...

Madame DESREUMAUX : ... Mais écoutez, le lycée Paul Duez, il est où ? À Cambrai ou à Caudry ?

Monsieur le Maire : C'est pour un Caudrésien, Madame. Donc...

Monsieur BAJODEK : Effectivement, moi, je me rangerai derrière l'idée de Madame DESREUMAUX parce que c'est intéressant, cette...

Monsieur le Maire : ... Écoutez, faites-nous une proposition de grille...

Monsieur BAJODEK : Oui mais c'est aussi et je pense que...

Monsieur le Maire : ... On attend votre grille, Messieurs, dames. Merci. On passe au vote.

Monsieur BAJODEK : Je vais voter contre pour les raisons qu'on a évoquées par rapport aux, non, abstentions, c'est plus cohérent.

Monsieur le Maire : Bon, d'accord. Merci.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

3 ABSTENTIONS :

Mme DISDIER – M. BAJODEK

Mme PRUVOT (ayant donné procuration à Mme DISDIER)

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services
Délibération transmise en sous-préfecture le 10/12/2024

13. PERSONNEL COMMUNAL – INSTAURATION DU RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (R.I.F.S.E.E.P) – ANIMATEURS TERRITORIAUX – APPROBATION

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, expose au Conseil Municipal que le décret 2014-513 du 20 mai 2014 porte création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique d'état, nouveau régime indemnitaire transposable à la fonction publique territoriale.

Le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (R.I.F.S.E.E.P.) a vocation à se substituer à toutes les primes et indemnités applicables à la FPT, à savoir :

- la Prime de Fonction et de Résultat (P.F.R.)
- l'Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (I.F.T.S.)
- l'Indemnité d'Administration et de Technicité (I.A.T.)
- L'Indemnité d'Exercice des Missions des Préfectures (I.E.M.P.)
- l'Indemnité Spécifique de Service (I.S.S.)
- la Prime de Rendement et de Service (P.R.S.)

Madame BERANGER rappelle que, par délibérations successives en 2016, 2017, 2019, 2020 et 2021, au fur et à mesure des parutions de décrets, la collectivité a délibéré pour la mise en place du RIFSEEP (régime indemnitaire des fonctionnaires regroupant l'IFSE et le CIA). Cela n'avait pas été effectué pour le cadre d'emploi des animateurs territoriaux car aucun poste n'était ouvert sur ce cadre d'emploi à l'époque. Compte-tenu des évolutions du tableau des effectifs, il convient ainsi de procéder à sa mise en place pour les animateurs territoriaux, aux mêmes conditions que celles précédemment établies pour l'ensemble des agents de la collectivité.

Les agents de la filière police municipale (catégories A, B et C) ne sont pas concernés par le R.I.F.S.E.E.P..

Pour rappel, ce régime indemnitaire se décompose en deux parties : l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (I.F.S.E) et le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

MISE EN PLACE DE L'INDEMNITE DE FONCTIONS, DE SUJETIONS ET D'EXPERTISE (I.F.S.E.)

L'I.F.S.E vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire. Cette indemnité repose, d'une part sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part sur l'expérience professionnelle.

Cette indemnité est liée au poste de l'agent et à son expérience professionnelle.

Chaque emploi ou cadre d'emplois est réparti entre différents groupes de fonctions au vu des critères professionnels suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception,
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions,
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel

Les bénéficiaires

L'I.F.S.E. sera attribuée aux agents titulaires, stagiaires et aux agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel et cela au prorata du temps de travail

La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :

Chaque part de l'I.F.S.E. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'État.

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants.

RÉPARTITION DES GROUPES DE FONCTION EMPLOI	DES DE PAR	EMPLOIS	MONTANTS ANNUELS MAXIMA (PLAFONDS)	
			Non Logé	Logé par nécessité absolue de service
ANIMATEURS TERRITORIAUX				
Groupe 1		Directeur d'une structure, responsable d'un ou plusieurs services	17480 €	8030 €
Groupe 2		Adjoint au responsable de service, expertise	16015 €	7220 €
Groupe 3		Encadrement de proximité, d'usagers	14650 €	6670 €

Le réexamen du montant de l'I.F.S.E.

Le montant de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise fait l'objet d'un réexamen :

1. En cas de changement de fonctions,
2. Au moins tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent,
3. En cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

Les modalités de maintien ou de suppression de l'I.F.S.E.

L'I.F.S.E subira les abattements suivants :

En cas de congé de maladie ordinaire :

- maintien des primes IFSE lors du premier arrêt de maladie avec prolongations éventuelles incluses.
- lors du 2ème arrêt pour maladie ordinaire, diminution du régime indemnitaire au prorata des journées d'absence – abattement par application de la règle du 1/30ème

Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité, d'accueil de l'enfant ou pour adoption, l'IFSE sera maintenu intégralement.

En cas de congé de longue maladie, de congé de grave maladie et de congé de longue durée : suspension de l'I.F.S.E.

En cas de sanction disciplinaire : l'attribution de l'I.F.S.E sera laissée à l'appréciation de l'autorité territoriale.

Le versement de l'I.F.S.E.

Cette indemnité sera versée mensuellement.

MISE EN PLACE DU COMPLEMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (C.I.A.)

Le complément indemnitaire annuel (C.I.A.) est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

L'appréciation de la valeur professionnelle se fonde sur l'entretien professionnel et notamment :

- la valeur professionnelle de l'agent,
- son investissement personnel dans l'exercice de ses fonctions,
- son sens du service public,
- sa capacité à travailler en équipe et sa contribution au collectif de travail,
- la connaissance de son domaine d'intervention,
- sa capacité à s'adapter aux exigences du poste, à coopérer avec des partenaires internes ou externes
- son implication dans les projets du service ou sa participation active à la réalisation des missions rattachées à son environnement professionnel.

Les bénéficiaires

L'I.F.S.E. sera attribuée aux agents titulaires, stagiaires et aux agents contractuels de droit public à temps complet, à temps non complet et à temps partiel et cela au prorata du temps de travail.

La détermination des groupes de fonctions et des montants maxima :

Chaque part de l'I.F.S.E. correspond à un montant maximum fixé dans la limite des plafonds déterminés ci-dessous et applicables aux fonctionnaires de l'État.

Chaque cadre d'emplois repris ci-après est réparti en groupes de fonctions auxquels correspondent les montants plafonds suivants.

GROUPES DE FONCTIONS PAR CADRE D'EMPLOIS		MONTANTS ANNUELS MAXIMA DU C.I.A. (PLAFONDS)
ANIMATEURS TERRITORIAUX		
Groupe 1	Directeur d'une structure, responsable d'un ou plusieurs services	2380 €
Groupe 2	Adjoint au responsable de service, expertise	2185 €
Groupe 3	Encadrement de proximité, d'usagers	1995 €

Les modalités de maintien ou de suppression du C.I.A.

Le C.I.A. subira les abattements suivants :

En cas de congé de maladie ordinaire :

- maintien des primes C.I.A. lors du premier arrêt de maladie avec prolongations éventuelles incluses.
- lors du 2ème arrêt pour maladie ordinaire, diminution du régime indemnitaire au prorata des journées d'absence – abattement par application de la règle du 1/30ème

Pendant les congés annuels et les congés pour maternité, de paternité, d'accueil de l'enfant ou pour adoption, le C.I.A. sera maintenu intégralement.

En cas de congé de longue maladie, de congé de grave maladie et de congé de longue durée : suspension du C.I.A.

En cas de sanction disciplinaire : l'attribution du C.I.A. sera laissée à l'appréciation de l'autorité territoriale.

Le versement du C.I.A.

Cette indemnité sera versée mensuellement et ne sera pas reconductible d'une année sur l'autre.

L'attribution individuelle de l'I.F.S.E et du C.I.A. décidée par l'autorité territoriale fera l'objet d'un arrêté individuel.

Après consultation, pour avis, du Comité Social territorial qui s'est réuni le 26 novembre 2024.

Eu égard à ce qui précède,

Madame BERANGER propose au Conseil Municipal :

- d'instaurer l'I.F.S.E et le C.I.A. à compter du 4 décembre 2024 pour le cadre d'emploi des Animateurs territoriaux
- de retenir les critères d'attribution énoncés précédemment :
- de retenir les critères d'abattement proposés en cas de maladie et de sanctions disciplinaires.

Les crédits sont prévus au Budget de l'exercice en cours.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame GABET, Directrice des Ressources Humaines
Délibération transmise en sous-préfecture le 06/12/2024

14. PERSONNEL COMMUNAL – PARTICIPATION AU CONTRAT MAINTIEN DE SALAIRE – APPROBATION

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, expose :

Vu l'ordonnance n° 2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire (PSC) dans la fonction publique ;

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de PSC et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement ;

Madame BERANGER rappelle au Conseil Municipal que par délibération en date du 26 janvier 2022, la Ville de Caudry a souscrit une convention de participation pour la mise en œuvre d'un contrat de prévoyance au profit des agents de la Ville. L'offre retenue est celle de COLLECTEAM-ALLIANZ pour un taux de 2,50 % pour la formule de base à savoir la couverture :

- Incapacité temporaire totale de travail
- Invalidité
- Perte de retraite

à hauteur de 95 % et ce, soit sur l'assiette de cotisation de base : Traitement Brut Indiciaire (TBI) + Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) soit sur l'assiette de cotisation renforcée : TBI + NBI + Régime Indemnitaire (RI).

La participation employeur qui avait été définie était de 25 % de la cotisation sur la formule de base et l'assiette de cotisation TBI + NBI.

Le décret n°2022-581 cité impose aux collectivités la mise en place d'un contrat de prévoyance ou une labellisation avec une participation mensuelle minimale de 7€ par mois et par agent. La mise en application de notre contrat actuel aux conditions précédemment établies remplit cette obligation et la participation de 25 % est à la faveur des agents sur la base d'un plein salaire. Cependant, il a été constaté que pour quelques agents à temps partiel, temps non complet ou lors de passages à demi-traitement, la participation employeur passait en dessous des 7 € obligatoires.

Aussi afin de se conformer à la réglementation en vigueur, il convient d'ajouter aux règles établies dans la précédente délibération, un minimum de 7 € par mois et par agent. Ainsi, pour les agents dont les 25 % de participation rendraient le montant inférieur à 7 €, celui-ci serait borné.

Madame BERANGER propose au Conseil Municipal d'autoriser, pour la durée de vie du contrat prévoyance collecteam-allianz, au profit des agents de la Ville de Caudry :

- une participation employeur à hauteur de 25 % :
 - Sur la formule de base précédemment exposée
 - Applicable sur l'assiette de cotisation Traitement Brut Indiciaire + Nouvelle bonification indiciaire
 - Avec un montant minimum de 7€/mois.
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer tous documents afférents à cette décision.

Les crédits sont inscrits au budget de l'exercice en cours.

Monsieur le Maire : Très bien. Pour information, on était quand même bien au-dessus, on versait 25%, ça fait à peu près 15 € par agent en moyenne.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame GABET, Directrice des Ressources Humaines
Délibération transmise en sous-préfecture le 09/12/2024

15. PERSONNEL COMMUNAL – RECRUTEMENT EN CONTRAT A DURÉE DÉTERMINÉE POUR ACCROISSEMENT TEMPORAIRE D'ACTIVITÉ - APPROBATION

Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment son article L.332-23-1° ;

Monsieur José DEUDON, Conseiller Municipal, informe le Conseil Municipal qu'afin d'assurer le recensement de la population du 13 janvier au 22 février 2025, le service Etat-Civil va être exposé à un accroissement temporaire d'activité.

Monsieur DEUDON propose ainsi la création à compter du 13 janvier 2025, pour une durée de six semaines, de trois emplois non permanents pour faire face à un besoin lié à un accroissement temporaire d'activité dans le grade d'adjoint administratif relevant de la catégorie C à temps non complet pour une durée hebdomadaire de 25 heures.

Ces emplois non permanents seront occupés par trois agents contractuels recrutés par voie de contrat à durée déterminée.

La rémunération des agents sera calculée par référence à l'indice majoré 366 du grade de recrutement.

Monsieur DEUDON demande donc au Conseil :

- d'autoriser la création des 3 emplois non permanents ci-dessus décrits,
- d'autoriser la rémunération des agents aux conditions exposées ;
- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les contrats à intervenir ;

Les crédits nécessaires seront inscrits au Budget de l'exercice 2025.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame GABET, Directrice des Ressources Humaines

Délibération transmise en sous-préfecture le 10/12/2024

16. PERSONNEL COMMUNAL - CRÉATIONS ET SUPPRESSIONS DE POSTES

Madame Agnès BERANGER, Adjointe au Maire, expose au Conseil Municipal que suite à plusieurs évolutions de carrières d'agents de la collectivité il convient de mettre à jour le tableau des effectifs et d'effectuer les créations suivantes :

- un poste de Gardien Brigadier de Police Municipale
- deux postes d'Adjoint Administratif
- cinq postes d'Adjoint Technique Principal de 2ème classe
- dix postes d'Adjoint Technique Principal de 1ère classe
- un poste d'Adjoint du Patrimoine Principal de 1ère classe

A l'inverse, des postes ayant été laissés vacants, vu l'avis du Conseil Social Territorial en date du 26 novembre 2024, il convient de supprimer les postes suivants :

- un poste d'Attaché hors classe
- un poste d'Adjoint d'Animation Principal de 1ère classe
- trois postes d'Adjoint technique.

Madame BERANGER propose ainsi au Conseil Municipal d'approuver les créations et suppressions de postes correspondantes à compter du 1er janvier 2025. Le tableau des effectifs qui sera mis en application au 1er janvier 2025 est le suivant :

	Conseil du 24/09/24 tableau des effectifs au 01/10/24	Conseil du 03/12/24 tableau des effectifs au 01/01/25
GRADES		
FILIERE ADMINISTRATIVE		
Directeur Général des Services	1	1
Attaché Hors Classe	2	1

Attaché Principal	2	2
Attaché (dont trois postes ouverts aux contractuels)	6	6
Rédacteur Principal 1ère Classe	2	2
Rédacteur Principal 2ème Classe	1	1
Rédacteur	3	3
Adjoint Administratif Principal de 1ère Classe	9	9
Adjoint Administratif Principal de 2ème Classe	12	12
Adjoint Administratif (dont un poste ouvert aux contractuels)	13	15

FILIERE TECHNIQUE		
Ingénieur Principal	1	1
Ingénieur	2	2
Technicien Principal 1ère Classe	3	3
Technicien Principal de 2ème classe	1	1
Technicien (dont deux postes ouverts aux contractuels)	6	6
Agent de Maîtrise Principal	12	12
Agent de Maîtrise	7	7
Adjoint Technique Principal 1ère Classe	31	41
Adjoint Technique Principal 2ème Classe	19	24
Adjoint Technique	45	42

FILIERE CULTURELLE		
Attaché Principal de conservation du patrimoine	1	1
Assistant de Conservation du Patrimoine	1	1
Adjoint du Patrimoine Principal de 1ère Classe	8	9
Adjoint du Patrimoine Principal de 2ème Classe	4	4
Adjoint du Patrimoine	3	3
Professeur d'enseignement artistique	1	1
Assistant d'Enseignement Artistique Principal de 1ère Classe		
Temps complet	3	3
Temps non complet 12H30	2	2
Temps non complet 12H00	1	1
Temps non complet 8H00	1	1
Temps non complet 5h30	1	1
Temps non complet 5h15	1	1
Assistant d'Enseignement Artistique Principal de 2ème Classe		
Temps non complet 15H00	1	1
Temps non complet 12H30	1	1
Temps non complet 11H30	1	1
Temps non complet 9H30	1	1
Temps non complet 7H00	1	1
Temps non complet 4H00	2	2
Temps non complet 2H00	1	1

FILIERE MEDICO-SOCIALE		
Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles Principal de 1ère Classe	11	11
Agent Spécialisé des Ecoles Maternelles Principal de 2ème Classe	1	1
Agent social territorial	1	1

FILIERE ANIMATION		
Animateur	1	1
Adjoint d'Animation Principal de 1ère classe	1	0

FILIERE POLICE MUNICIPALE		
Chef de service de Police Municipale Principal de 1ère classe	2	2
Chef de Service de Police Municipal Principal de 2ème classe	0	0
Brigadier-Chef Principal de Police Municipale	3	3
Gardien Brigadier de Police Municipale	2	3
FILIERE SPORTIVE		
Éducateur des APS Principal de 1 ^{re} classe	1	1
TOTAL	236	250

Monsieur le Maire : *Alors, pour ces messieurs, dames du public, c'est pas qu'on met des gens dehors ou on embauche à tout-va, c'est simplement, on crée des postes parce que les gens soit ont eu leur concours, soit ont eu une promotion donc, il faut jongler avec les différentes catégories.*

Madame DISDIER : *Oui, Monsieur le Maire. Je voudrais profiter de cette question tout d'abord pour vous dire que je me réjouis et je vous félicite de la décision que vous avez prise d'armer notre police municipale. Voilà. Je voulais vous dire que vous avez tout mon soutien sur cette décision.*

Monsieur le Maire : *Merci.*

Madame DISDIER : *J'ai lu ça dans un article et là, je vois bien qu'on est donc dans les effectifs à 7, police municipale. Alors, je voudrais, j'ai des, en général, je vous pose la question tous les ans, mais... Combien en réalité, actuellement, nous avons de policiers municipaux sur le terrain ? Et est-ce que, il me semble que ça fait plusieurs mois, qu'il n'y a plus un accueil, comment dire, de secrétaire ou autre au niveau de la police municipale la journée ou, en tout cas, que le matin ou que l'après-midi. Il me semble que 7, c'est un peu plus que ce qu'on avait d'habitude donc, je voulais savoir si on allait pouvoir retrouver un accueil matin et après-midi à la police municipale. Voilà. Je voudrais qu'on reparle un petit peu de tout ça, s'il vous plaît. Merci.*

Monsieur le Maire : *Alors nous avons toujours un accueil à la police municipale, puisque on a un agent qui était auparavant au cinéma qui, pour des raisons de santé, a été reclassé à la police municipale. Donc, il y a toujours quelqu'un.*

Madame DISDIER : *Le matin ?*

Monsieur le Maire : *Non, les policiers ne sont pas là, mais il y a quelqu'un qui est présent. Théo il est présent tous les jours.*

Propos inaudibles Madame DISDIER.

Monsieur le Maire : *Il est affecté depuis combien de temps ? Amélie ? Ça fait un moment, plus d'un an et après, donc nous avons aujourd'hui un effectif de 6 policiers municipaux avec 3 policiers municipaux en arrêt maladie. Donc, 2 en longue maladie, enfin 1 en longue maladie, 1 en longue durée, 1 autre qui a des problèmes de dos. Donc, on a en fait 3 policiers municipaux et on envisage avec les collègues d'en recruter 1 supplémentaire.*

Propos inaudibles Madame DISDIER.

Monsieur le Maire : *Alors, non, ça, c'est pour le recrutement du prochain.*

Madame DISDIER : *Ah, d'accord.*

Monsieur le Maire : *Voilà. On a 6, mais on va en recruter un. Donc, ça fera 7.*

Madame DISDIER : *D'accord.*

Monsieur le Maire : *Voilà.*

Madame DISDIER : *D'accord. Il y en a en apprentissage...*

Monsieur le Maire : *Alors, on a un agent de sécurité qui est en apprentissage qui notamment est à chaque salon, chaque manifestation à la salle des fêtes, est présent. Voilà donc, il va terminer son apprentissage. Mais non, on est sur le recrutement d'un septième policier municipal. Voilà. Mais ça coûte cher, tout ça.*

Madame DISDIER : *Je sais.*

Monsieur le Maire : *Et pour l'information des gens du public, quand quelqu'un est en arrêt maladie dans la fonction publique, on continue à le payer. Voilà. On est notre propre assureur. Donc, ça coûte, ces gens-là, on continue à les payer. Alors, je vais en profiter, effectivement, vous me tendez la balle, mais je pense que vous êtes au courant des annonces du gouvernement. L'État qui demande, parce que bon, la caisse nationale, la CNRACL, Caisse Nationale de Retraite des Agents des Collectivités Locales, est en déficit de 11 milliards d'euros, 11 milliards d'euros. Donc si ça continue comme ça, on ne pourra plus payer les agents des collectivités territoriales en retraite. Donc l'État, plutôt que montrer l'exemple dit, on va demander aux collectivités locales de financer donc nous avons eu la bonne nouvelle d'apprendre que l'État nous demandait de cotiser donc quatre points supplémentaires, d'augmenter de 4% nos cotisations. Donc ça fait à peu près, on est à 175 000 €, je crois, Madame DEBOUDT ? On va devoir sortir 175 000 €. Ça, je vous le redis, plusieurs fois, on va devoir sortir 175 000 € de plus par an, pendant trois ans. Voilà. Et puis ensuite la bonne nouvelle également, c'est sur le FCTVA, puisqu'une collectivité locale n'est pas assujettie à la TVA. Donc, on paie la TVA, et puis on est remboursé par la suite. On est compensé par l'État. Donc, là, on a été compensé à hauteur de 16,404. C'est bien ça. Et donc, l'État dit : voilà, c'est un peu trop, on va vous baisser tout ça et vous êtes compensé à hauteur de 14,85 % donc, ça nous fait encore 50 000 € de plus par an, c'est un manque à gagner de 50 000 € par an. Donc, vous additionnez 175 000 plus 50 000 €, et puis c'est...*

Propos inaudibles Madame DISDIER

Monsieur le Maire : *...là, ça fait un paquet. Ah là, ça fait un paquet. Un policier municipal par an, c'est 50 000. Donc, ça nous faisait un paquet de policiers municipaux. Voilà.*

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Madame GABET, Directrice des Ressources Humaines
Délibération transmise en sous-préfecture le 10/12/2024

17. BUDGET PRINCIPAL « VILLE » - TAXES ET PRODUITS IRRÉCOUVRABLES

Monsieur Yves MARIN, Conseiller Municipal, propose au Conseil Municipal d'inscrire en non-valeur par le débit du compte "654 - Perte sur créances irrécouvrables" différents titres de recettes, dont détail ci-joint, qui n'ont pu être recouvrés malgré les relances de Madame le Receveur-percepteur et les interventions d'huissiers.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

MONSIEUR LE MAIRE NE PARTICIPE PAS AU VOTE AYANT QUITTÉ LA SALLE

Affaire suivie par Monsieur HISBERGUE, Directeur des Finances
Délibération transmise en sous-préfecture le 10/12/2024

18. BUDGET ANNEXE « RÉGIE MUNICIPALE DES POMPES FUNÈBRES » - TAXES ET PRODUITS IRRÉCOUVRABLES

Madame Liliane RICHOMME, Adjointe au Maire, propose au Conseil Municipal d'inscrire en non-valeur par le débit du compte "654 - Perte sur créances irrécouvrables" différents titres de recettes, dont détail ci-dessous, qui n'ont pu être recouvrés malgré les relances de Madame le Receveur-Percepteur et les interventions d'huissiers.

Exercice	Titre	RESTE A RECOUVRER			Motifs
		HT	TVA	TTC	
2021	88	245,00 €	0,00 €	245,00 €	<i>Procès Verbal de Carence</i>
		590,91 €	59,09 €	650,00 €	
		2 051,67 €	410,33 €	2 462,00 €	
2020	312	208,86 €	0,00 €	208,86 €	<i>Décédé et demande de renseignements négatives</i>
		1 558,33 €	311,67 €	1 870,00 €	
2021	260	329,60 €	0,00 €	329,60 €	<i>Poursuite sans effet</i>
		454,55 €	45,45 €	500,00 €	
		77,07 €	15,41 €	92,48 €	
2018	288	744,00 €	0,00 €	744,00 €	<i>Personne disparue</i>
		652,73 €	65,27 €	718,00 €	
		1 386,67 €	277,33 €	1 664,00 €	
2022	124	192,89 €	0,00 €	192,89 €	<i>Personne disparue</i>
2020	409	515,17 €	103,03 €	618,20 €	<i>Personne disparue</i>
2020	119	313,00 €	62,60 €	375,60 €	<i>Personne disparue</i>
2011	234	20,00 €	0,00 €	20,00 €	<i>Décédé et demande de renseignements négatives</i>
		284,91 €	28,49 €	313,40 €	
		1 111,64 €	222,33 €	1 333,97 €	
2018	42	45,00 €	0,00 €	45,00 €	<i>RAR Inférieur au seuil de poursuite</i>
TOTAL		10 781,99 €	1 601,01 €	12 383,00 €	

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS

MONSIEUR LE MAIRE NE PARTICIPE PAS AU VOTE AYANT QUITTÉ LA SALLE

Affaire suivie par Monsieur HISBERGUE, Directeur des Finances
Délibération transmise en sous-préfecture le 10/12/2024

19. BUDGET ANNEXE « CINÉMA LE MILLENIUM » - TAXES ET PRODUITS IRRÉCOUVRABLES

Monsieur Aurélien BAUDOUX, Conseiller Municipal, propose au Conseil Municipal d'inscrire en non-valeur par le débit du compte "654 - Perte sur créances irrécouvrables" différents titres de recettes, dont détail ci-dessous, qui n'ont pu être recouvrés malgré les relances de Madame le Receveur-Percepteur et les interventions d'huissiers.

Exercice	Titre	RESTE A RECOUVRER			Motifs
		HT	TVA	TTC	
2022	29	213,27 €	11,73 €	225,00 €	Poursuite sans effet
2022	194	213,27 €	11,73 €	225,00 €	Poursuite sans effet
TOTAL		426,54 €	23,46 €	450,00 €	

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Monsieur HISBERGUE, Directeur des Finances
Délégation transmise en sous-préfecture le 10/12/2024

20. BUDGET PRINCIPAL 2024 « VILLE DE CAUDRY » - DÉCISION BUDGÉTAIRE MODIFICATIVE N°2

Madame Agnès BERANGER informe le Conseil Municipal que les crédits ouverts au budget primitif de l'exercice 2024 sont insuffisants et qu'aux termes de l'article 986 de l'Instruction Générale du 20 juin 1859, aucune dépense ne peut être payée, par le Receveur, si elle n'est pas ordonnancée sur un crédit régulièrement ouvert.

Madame BERANGER propose, en conséquence, à l'Assemblée la modification des crédits ci-après, à savoir :

Chapitre	Nature	Libellé	Crédits ouverts	Modifications budgétaires	Total crédits
		SECTION DE FONCTIONNEMENT			
		<u>Dépenses</u>			
011	60612	Energie - Electricité	980 000,00 €	233 022,97 €	1 213 022,97 €
023	023	Virement à la section d'investissement	6 830 222,73 €	-224 114,15 €	6 606 108,58 €
042	6811	Dotations aux amortissements des immobilisations	980 000,00 €	270 000,00 €	1 250 000,00 €
65	657363	CCAS	1 300 000,00 €	-260 000,00 €	1 040 000,00 €
68	6817	Dotations aux dépréciations des actifs circulants	0,00 €	2 479,18 €	2 479,18 €
		Total des dépenses de fonctionnement		21 388,00 €	
		<u>Recettes</u>			
74	7485	Dotation pour les titres sécurisés	27 000,00 €	21 388,00 €	48 388,00 €
		Total des Recettes de fonctionnement		21 388,00 €	
		SECTION D'INVESTISSEMENT			
		<u>Dépenses</u>			
041	20422	Bâtiments et installations	0,00 €	123 066,60 €	123 066,60 €

Chapitre	Nature	Libellé	Crédits ouverts	Modifications budgétaires	Total crédits
1003	2313	<u>Programme Basilique</u> Constructions	770 000,00 €	245 000,00 €	1 015 000,00 €
1203	2313	<u>Programme Ecole Jean Macé</u> Constructions	0,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €
1204	238	<u>Programme Requalification du site « Ancien Leclerc »</u> Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00 €	199 848,80 €	199 848,80 €
23	2315	Installations, matériel et outillage techniques	1 073 364,00 €	-5 000,00 €	1 068 364,00 €
26	261	Titres de participation	0,00 €	5 000,00 €	5 000,00 €
9018	2315	<u>Coeur de Ville</u> Installations, matériel et outillage techniques	1 100 000,00 €	-250 000,00 €	850 000,00 €
9405	2051	<u>Informatisation des services et Bâtiments Communaux</u> Concessions et droits similaires	44 076,00 €	57 000,00 €	101 076,00 €
		Total des dépenses d'investissement		379 915,40 €	
		<u>Recettes</u>			
021	021	Virement de la section de fonctionnement	6 830 222,73 €	-224 114,15 €	6 606 108,58 €
024	024	Produits des cessions d'immobilisations	307 872,00 €	17 280,72 €	325 152,72 €
040	2802	Frais d'études, d'élaborations, de modifications et de révisions	17 000,00 €	3 500,00 €	20 500,00 €
040	28031	Frais d'études	2 500,00 €	-2 000,00 €	500,00 €
040	28033	Frais d'insertion	4 200,00 €	-4 100,00 €	100,00 €
040	2804133	Projets d'infrastructures d'intérêt national	3 200,00 €	500,00 €	3 700,00 €
040	2804151 2	Bâtiments et installations	0,00 €	2 800,00 €	2 800,00 €
040	2804158 2	Bâtiments et installations	30 000,00 €	50,00 €	30 050,00 €
040	280422	Bâtiments et installations	135 000,00 €	-10 200,00 €	124 800,00 €
040	204412	Bâtiments et installations	150,00 €	30 300,00 €	30 450,00 €
040	2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences...	60 000,00 €	8 000,00 €	68 000,00 €

Chapitre	Nature	Libellé	Crédits ouverts	Modifications budgétaires	Total crédits
040	28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	13 000,00 €	88 000,00 €	101 000,00 €
040	28128	Autres agencements et aménagements de terrains	140 000,00 €	75 000,00 €	215 000,00 €
040	281351	Bâtiments publics	1 700,00 €	15 400,00 €	17 100,00 €
040	28152	Installations de voirie	75 000,00 €	22 700,00 €	97 700,00 €
040	281531	Réseaux d'adduction d'eau	7 000,00 €	3 050,00 €	10 050,00 €
040	281534	Réseaux d'électrification	3 500,00 €	1 700,00 €	5 200,00 €
040	2815731	Matériel roulant	35 000,00 €	10 600,00 €	45 600,00 €
040	2815738	Autre matériel et outillage de voirie	25 000,00 €	500,00 €	25 500,00 €
040	281578	Autre matériel technique	0,00 €	7 000,00 €	7 000,00 €
040	281828	Autres matériels de transport	30 000,00 €	9 200,00 €	39 200,00 €
040	281831	Matériel informatique scolaire	0,00 €	41 000,00 €	41 000,00 €
040	281838	Autre matériel informatique	90 000,00 €	-60 000,00 €	30 000,00 €
040	281841	Matériel de bureau et mobilier scolaire	0,00 €	12 000,00 €	12 000,00 €
040	281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	55 000,00 €	-3 000,00 €	52 000,00 €
040	28185	Matériel de téléphonie	0,00 €	18 000,00 €	18 000,00 €
041	1328	Autres	0,00 €	47,00 €	47,00 €
041	2115	Terrains bâtis	0,00 €	123 019,60 €	123 019,60 €
1003	1321	<u>Programme Basilique</u> Etat et établissements nationaux	228 285,00 €	193 682,23 €	421 967,23 €
		Total des Recettes d'investissement		379 915,40 €	

Monsieur le Maire : *Alors, vous avez entendu, Messieurs, dames, la ville de Caudry, facture de gaz et d'électricité et on fait attention, je peux vous le dire, puisqu'on se fait même engueuler, parce qu'on allume tard le chauffage. Moi, je peux vous dire que j'ai pas de chauffage dans mon bureau. Ça caille. Mais on montre l'exemple. La ville de Caudry, facture de gaz et électricité : 1 million par an, 1 million. Voilà et on fait attention. Même dans les salles de sport, les gens nous demandent...*

Monsieur BAJODEK : *À titre de comparaison, par exemple, il y a-il y a quatre, cinq ans, c'était combien ? Savoir si ça a doublé, si...*

Monsieur le Maire : *Plus dans les 500 000. Ouais, on était à 500 000, peut-être 750 000 il y a quelques années.*

Monsieur BAJODEK : *Parce qu'à un moment vous avez dit : attention, ça va être une dérive terrible. On va pouvoir prendre du fois trois ou fois quatre, bon on a vu quand même que ça augmente pas mal sur ces matières-là...*

Propos inaudibles Madame RICHOMME

Monsieur BAJODEK : *Oui, oui, mais, enfin, ceci étant, ça fait déjà 250 000 €. C'est énorme.*

Monsieur le Maire : *Ouais. Voilà, Messieurs, dames oui et puis sachant qu'on a changé des chaudières, changé plusieurs chaudières il y a quelques années, des chaudières fuel qu'on a remplacées par d'autres chaudières, qu'on a des panneaux photovoltaïques, qu'est-ce qu'on a encore Roland ? Des pompes à chaleur. On fait vraiment ce qu'il faut, quoi.*

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

1 CONTRE : Mme DESREUMAUX

3 ABSTENTIONS :

Mme DISDIER

M. BAJODEK

MME PRUVOT AYANT DONNÉ PROCURATION À MME DISDIER

Affaire suivie par Monsieur HISBERGUE, Directeur des Finances

Délibération transmise en sous-préfecture le 10/12/2024

21. BUDGET ANNEXE « CINÉMA LE MILLENIUM » - DÉCISION MODIFICATIVE N°1 – 2024

Madame Anne-Sophie MERY-DUEZ, Adjointe au Maire, soumet à l'approbation du Conseil Municipal, pour l'exercice 2024, le projet de Décision modificative n°1 du Budget Annexe « Cinéma le Millénium » joint en annexe.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

1 CONTRE : Mme DESREUMAUX

2 ABSTENTIONS :

Mme DISDIER

MME PRUVOT AYANT DONNÉ PROCURATION À MME DISDIER

Affaire suivie par Monsieur HISBERGUE, Directeur des Finances

Délibération transmise en sous-préfecture le 09/12/2024

22. BUDGET ANNEXE « RÉGIE MUNICIPALE DES POMPES FUNÈBRES » - DÉCISION MODIFICATIVE N°2 – 2024

Madame Liliane RICHOMME, Adjointe au Maire, soumet à l'approbation du Conseil Municipal, pour l'exercice 2024, le projet de Décision modificative n°2 de la Régie Municipale des Pompes Funèbres joint en annexe.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

1 CONTRE : Mme DESREUMAUX

3 ABSTENTIONS :

Mme DISDIER

M. BAJODEK

MME PRUVOT AYANT DONNÉ PROCURATION À MME DISDIER

Affaire suivie par Monsieur HISBERGUE, Directeur des Finances
Délibération transmise en sous-préfecture le 10/12/2024

23. VILLE – ADDITIF DE LA FIXATION DE DURÉE D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS DE LA VILLE

Madame Martine THUILLEZ, Adjointe au Maire, expose :

Lors de la séance de Conseil Municipal du 7 février 2024, l'Assemblée s'était prononcée sur la fixation des durées d'amortissement des immobilisations de la Commune (Délibération DGS/07-02-2024/Q3).

Il convient de compléter cet état en ce qui concerne les dépenses inscrites au compte 20422 – Subvention d'équipement aux personnes de droit privé – Bâtiments et installations.

Madame THUILLEZ propose, au Conseil Municipal, pour ces dépenses, une durée d'amortissement fixée à 15 ans, durée préconisée par l'instruction budgétaire et comptable M57.

Monsieur le Maire : Oui, merci, Martine. Le 7 février donc, nous avons passé une délibération, il manquait donc une liste, que vous avez sous les yeux : subvention d'équipement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

Affaire suivie par Monsieur HISBERGUE, Directeur des Finances
Délibération transmise en sous-préfecture le 09/12/2024

24. DEMANDE DE GARANTIE COMMUNALE PAR PROMOCIL – LOGEMENTS RÉSIDENCE THOMAS – APPROBATION

Monsieur Didier BONIFACE, Adjoint au Maire, expose :

PROMOCIL a sollicité la commune en vue d'obtenir la garantie communale sur un emprunt de 1.031.670 € auprès de la Banque des Territoires (Caisse des Dépôts et Consignations) sur le contrat de prêt n°165197.

Ce prêt est destiné à financer la réhabilitation de 12 logements situés rue Zamenhoff Résidence Thomas à CAUDRY.

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code Général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu le contrat de prêt n°165197 en annexe signé entre : PROMOCIL ci-après l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

DÉLIBÈRE

Article 1 :

L'assemblée délibérante de la Commune de CAUDRY accorde sa garantie à hauteur de 100,00 % pour le remboursement des prêts d'un montant total de 1.031.670 € souscrits par PROMOCIL auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°165197 constitué de 2 lignes du prêt ci-annexé.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 1.031.670 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :

Le Conseil Municipal s'engage pour toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

Madame DESREUMAUX : Excusez-moi. Êtes-vous ce soir enfin en mesure de nous dire à combien se montent nos garanties ? Enfin, les garanties qu'on a données à chacun des..., à chacune de ces types de questions provenant de PROMOCIL. Alors, je vous l'avais demandé la dernière fois.

Monsieur le Maire : Il n'y a pas que PROMOCIL.

Madame DESREUMAUX : Bon, il n'y a pas que PROMOCIL, donc, à tous les bailleurs sociaux mais donc notamment à PROMOCIL, à combien en sommes-nous de garanties, s'il vous plaît ?

Monsieur le Maire : Allez-y, Madame DEBOUDT.

Madame DEBOUDT : Justement, cette fois-ci, je ne l'ai pas pris dans le dossier, je l'avais pris la dernière fois, mais c'est une donnée qui figure en annexe du compte administratif. Donc, vous pouvez le retrouver sur le dernier compte administratif.

Madame DESREUMAUX : Non Madame DEBOUDT, la dernière fois, je l'ai demandé et on me l'a pas donné.

Madame DEBOUDT : Non, mais c'est en annexe du compte administratif.

Madame DESREUMAUX : Oui, non, mais vous dites que la dernière fois vous l'aviez avec vous. C'est comme ça que vous avez commencé votre ...

Madame DEBOUDT: Oui, la dernière fois, j'avais pris la donnée avec moi, mais je ne l'ai pas prise aujourd'hui.

Madame DESREUMAUX : Oui, mais moi, la dernière fois, je vous l'avais demandé, et personne me l'avait donné.

Madame DEBOUDT : D'accord. Ah ? Bon avec Jérôme, on va vous la communiquer. C'est une donnée publique. Il n'y a aucun problème.

Madame DESREUMAUX : Non, mais c'est juste aussi pour savoir où on en est. Alors, effectivement, comme je l'avais rappelé la dernière fois, on n'est pas obligé de donner 100%. On peut donner que 25% de garantie, que 50% de garantie. Moi, je pense vraiment qu'on ne peut pas se prononcer sur ce type de garantie sans déjà savoir où on en est exactement, et puis jusqu'où ça va. Sur la deuxième question qui, enfin, la question suivante qui se rapporte plus ou moins à la même, on parle là de la rue de Saint-Quentin et rue de la Paix. Est-ce que ce sont les logements qui ont été donnés à l'euro symbolique par le CCAS ?

Monsieur le Maire : Oui.

Madame DESREUMAUX : *Oui, c'est ça ?*

Monsieur le Maire : *Oui.*

Madame DESREUMAUX : *Donc là, vous êtes en train de nous dire que en plus d'avoir donné ces logements là à l'euro symbolique à PROMOCIL, en plus, on va se porter garant à 100% des travaux qui vont y être faits. À un moment, il faut aussi poser les choses et se poser réellement les bonnes questions.*

Monsieur le Maire : *Oui, mais Madame, vous nous faites la même histoire à chaque fois. On vous a déjà expliqué que ces garanties d'emprunt étaient garanties par l'État, que si demain, je pense que dans une crise de logement sans précédent, comme on va avoir, si demain PROMOCIL devenait défaillant, il suffirait de claquer des doigts pour que quelqu'un reprenne. Et que si on ne trouvait pas de repreneur, c'est la ville qui récupérerait tout le parc de PROMOCIL donc je vois pas où est le problème.*

Madame DESREUMAUX : *Et donc, la ville serait en mesure de louer...*

Monsieur le Maire : *... Après-Après, si ça vous embête, ...*

Madame DESREUMAUX : *... et de monter tout ce service ? Non, mais attendez, Monsieur BRICOUT ...*

Monsieur le Maire : *Pardon ?*

Madame DESREUMAUX : *... attendez ! Mais... Et donc, la ville serait en mesure d'elle-même de louer, en fait de redevenir un office municipal d'HLM ?*

Monsieur le Maire : *Oui*

Madame DESREUMAUX : *Oh !*

Monsieur le Maire : *Madame, on a déjà été office municipal d'HLM. Ça s'est mal passé, ça s'est mal terminé. Mais on a déjà été office municipal d'HLM. Et heureusement que PROMOCIL était là pour reprendre tout notre parc, je ne vais pas refaire l'histoire, mais on avait un parc qui était dégradé, on avait des agents qui shuntaient les systèmes de sécurité des chaudières, ça sentait le gaz partout. C'était un office d'HLM qui était complètement en perdition. Et heureusement, PROMOCIL, pas comme Zoro, est arrivé et nous a repris tout le parc...*

Madame DESREUMAUX : *... Heureusement que... Heureusement que...*

Monsieur le Maire : *... s'il vous plaît Madame, je suis en train de parler. Merci.*

Madame DESREUMAUX : *... oui, oui. Allez.*

Monsieur le Maire : *On a repris, donc PROMOCIL nous a repris tout le parc et aujourd'hui, on a un parc qui est de qualité. Et là, on vous propose en plus de venir garantir des opérations de réhabilitation pour les rendre encore meilleurs.*

Madame DESREUMAUX : *Oui. Heureusement qu'à l'époque, PROMOCIL était là pour faire l'état des lieux, en sachant à combien ils pouvaient évaluer l'achat de ces bâtiments. Ça, c'est une chose. Heureusement que PROMOCIL était là pour acheter les bâtiments HLM au pied et sans les jardins, enfin, tout ça, effectivement, on va pas refaire l'histoire.*

Monsieur le Maire : *Donc, on a un beau parc aujourd'hui. On vous propose, Messieurs, Dames, de venir donc accompagner PROMOCIL. Alors, ça, Messieurs, Dames, ça rentre même pas dans nos ratios financiers, pour le public, ça rentre pas dans nos ratios financiers, donc on vous propose d'accompagner une opération de réhabilitation pour rénover les appartements que vous connaissez.*

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

1 CONTRE : Mme DESREUMAUX

3 ABSTENTIONS :

Mme DISDIER

M. BAJODEK

MME PRUVOT AYANT DONNÉ PROCURATION À MME DISDIER

Affaire suivie par Monsieur HISBERGUE, Directeur des Finances

Délibération transmise en sous-préfecture le 10/12/2024

25. DEMANDE DE GARANTIE COMMUNALE PAR PROMOCIL – LOGEMENTS RUE DE LA PAIX ET RUE DE SAINT QUENTIN – APPROBATION

Monsieur Didier BONIFACE, Adjoint au Maire, expose :

PROMOCIL a sollicité la commune en vue d'obtenir la garantie communale sur un emprunt de 410 440 € auprès de la Banque des Territoires (Caisse des Dépôts et Consignations) sur le contrat de prêt n°165643.

Ce prêt est destiné à financer l'acquisition et l'amélioration de 3 logements 77 rue de la Paix et 144 rue de Saint-Quentin à CAUDRY.

Vu les articles L 2252-1 et L 2252-2 du Code Général des collectivités territoriales ;

Vu l'article 2298 du Code Civil ;

Vu le contrat de prêt n°165643 en annexe signé entre : PROMOCIL ci-après l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

DÉLIBÈRE

Article 1 :

L'assemblée délibérante de la Commune de CAUDRY accorde sa garantie à hauteur de 100,00 % pour le remboursement des prêts d'un montant total de 410.440 € souscrits par PROMOCIL auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n°165643 constitué de 2 lignes du prêt ci-annexé.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de 410.440 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

Article 2 :

La garantie est apportée aux conditions suivantes :

La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la collectivité s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 :

Le Conseil Municipal s'engage pour toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

1 CONTRE : Mme DESREUMAUX

3 ABSTENTIONS :

Mme DISDIER

M. BAJODEK

MME PRUVOT AYANT DONNÉ PROCURATION À MME DISDIER

Affaire suivie par Monsieur HISBERGUE, Directeur des Finances

Délibération transmise en sous-préfecture le 10/12/2024

26. PROTOCOLE D'ACCORD RELATIF A L'IMPLANTATION DU CINÉMA L'ETOILE ET A LA MISE EN PLACE D'UN PARTENARIAT AVEC LE MILLENIUM

Le Conseil Municipal de Caudry,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le courrier de Monsieur le Maire transmis à Monsieur DEMAILLY en date du 12 juillet 2023 affirmant le soutien du projet et le souhait de collaboration entre le cinéma « Le Millénium » et le futur complexe cinématographique « L'Etoile » ;

Vu la sollicitation de la Société SAS de l'Etoile, représentée par Messieurs GAILLARD Alain et DEMAILLY Bruno, en octobre 2024 ;

Considérant le souhait, pour le porteur de projet, de consolider la démarche de coopération avec la Ville de Caudry, gestionnaire du cinéma Municipal « Le Millenium » et de formaliser celle-ci dans la demande d'autorisation d'exploitation auprès de la CDACi du Nord ;

Monsieur Antoine HISBERGUE, Conseiller Municipal, expose :

La société « SAS de l'Etoile », a pour projet la construction et l'exploitation d'un complexe cinématographique de 5 salles comptabilisant 719 places qui sera implanté dans la continuité de la Zone Commerciale Leclerc à proximité de la route Départementale RD 643.

Dans le cadre des différentes autorisations administratives que nécessite le projet et pour mener à bien la présentation du dossier auprès de la Commission Départementale d'Aménagement Cinématographique (CDACi), la société « SAS de l'Etoile » a missionné la société « Cyril Mirq Consultant », spécialisée dans les études et dossiers préalables à la création de cinémas.

Le dossier de demande d'autorisation d'exploitation auprès de la CDACi rappelle l'historique du projet et précise que pour sa troisième présentation auprès de la CDACi il a été modifié à la suite de recommandations émises par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer du Nord (DDTM) et la Direction Régionale des Affaires Culturelles des Hauts-de-France (DRAC).

Ces recommandations concernent :

- La prescription de modification du PLU adoptée par le Conseil Municipal de Caudry le 24 septembre 2024 qui vise notamment à sécuriser le reclassement en zone agricole d'une partie de l'emprise foncière initialement destinée à être en zone constructible.
- La consolidation de la démarche de coopération entre le porteur de projet et la Ville de Caudry gestionnaire du Millenium via la signature du protocole d'accord ci-annexé.

Monsieur HISBERGUE propose ainsi au Conseil Municipal :

- D'approuver le protocole d'accord relatif à l'implantation d'un complexe cinématographique de 5 salles dans l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) « Entrée Est de Caudry » et la mise en place d'un partenariat avec le cinéma Municipal de Caudry « Le Millénium ».
- D'autoriser Monsieur le Maire à signer le protocole d'accord, tel qu'annexé à la présente délibération, et à engager toutes démarches et formalités en résultant.

Monsieur le Maire : *Des questions ?*

Madame DESREUMAUX : *Oui, alors, j'aimerais pouvoir intervenir. Alors, ce que vous appelez partenariat, en réalité, c'est une belle balle dans le pied que vous tirez au Millenium. Vous reconnaissez en indiquant que Leclerc met à disposition sa galerie marchande pour le forum des associations, que vous avantez ce magasin par rapport à ceux, par exemple, du centre-ville, où vous pourriez organiser cette même manifestation dans la salle des fêtes qui est elle au centre-ville. Mais non, vous préférez attirer les membres des associations et les potentiels nouveaux adhérents dans cette grande surface, vous y créez du flux à la place de le créer, ce flux dans le centre-ville. Avec un minimum d'imagination, on pourrait monter en centre-ville une opération, un magasin, une association, mais non, Leclerc est un ami bien plus important que les commerces de centre-ville. Alors, en lisant l'annexe, dans le point numéro deux, vous parlez à juste titre d'un pôle culturel qui, lui, se situe en centre-ville. Ah, ouais, c'est vous qui le dites. Alors, pourquoi dans les points quatre et cinq, faire entrer le loup dans la bergerie ? Je vous cite, enfin, en tout cas, je cite ce protocole, enfin : « La cohérence des programmations, l'accessibilité aux films et la communication dans un souci de visibilité optimale. » En réalité, c'est ce que fait déjà Le Millenium et sans Leclerc. Quelle reconnaissance faites-vous ici du travail des employés municipaux ? Alors, récemment un film à grand public, un blockbuster, a été à l'affiche deux semaines au Millennium, c'était Gladiator 2, bon il y a quelque temps quand même. Dans cette convention, avec cette convention, ce film sera affiché par Leclerc dans cette fameuse cohérence des programmations. Il faudra se rendre donc en voiture en périphérie pour le voir et cerise sur le gâteau, il faudra que Le Millenium ne le passe pas, puisque on ne met pas les structures qui coopèrent en concurrence. Et en plus, Le Millenium fera la communication de l'Étoile Leclerc. Vraiment c'était un coup de maître. Bravo ! Plus encore, vous confiez à l'Étoile Leclerc l'éducation à l'image auprès des effectifs scolaires. Sachez que l'association "De la suite dans les images" s'est étranglée en lisant ceci et au cas où vous ne le sauriez pas, elle est partenaire historique du Millenium. Pour rester sur ce thème de l'éducation, pour rester sur ce même thème de l'éducation et la culture, votre grand ami, Monsieur Piret, président du Département, que nous connaissons très bien tous les deux, a abandonné le dispositif Collège et cinéma. Comme lui, et cela ne m'étonne absolument pas, vous confondez culture et civilisation du loisir. Alors comme vous aimez les citations je vais quand même vous faire plaisir ce soir "un homme sans mémoire est comme un arbre sans racine. » de Jean CAU. Alors, maintenant, grâce à vous, Leclerc va planter un cinéma à pop-corn dans la zone commerciale. Ironie ! Pas dans la zone culturelle, que vous avez au début de mes propos, par vos mots, présentée en tant que zone culturelle. Cherchez l'erreur ou alors l'acte de collaboration. Cette convention ne profite qu'à l'Étoile Leclerc. C'est encore une fois un beau cadeau qui lui est fait. Pour continuer dans l'ironie, c'est comme si vous demandiez aux Caudrésiens de subventionner l'Étoile Leclerc. Je m'explique. Le Millenium équilibre son budget depuis peu grâce à une autre gestion de la masse salariale, aux friandises vendues et surtout parce qu'il équilibre la totalité de ses entrées grâce aux films à succès, aux blockbusters. On sait très bien que l'Étoile Leclerc, par souci de non-concurrence, récupérera ses films à gros succès, que Le Millenium donc n'aura plus et donc, il devra survivre grâce à des subventions municipales. Le Millénium n'a pas besoin de l'Étoile Leclerc, mais l'Étoile Leclerc a besoin du Millenium ou de sa mort programmée. Donc, effectivement, je m'oppose à l'adoption de ce protocole, et je demande à ce que le vote se fasse à bulletin secret.*

Monsieur le Maire : *Très bien. Merci pour votre intervention. C'est tout ? Alors simplement, mon ami Leclerc, oui, effectivement, je pense que c'est notre ami à tous hein Leclerc. Est-ce que vous savez le montant de taxes commerciales que verse Leclerc à la communauté d'agglomération, Madame ? Vous savez, non, par an ? Je sais pas, dites-nous. Vous ne savez pas ? 575 000 €. Vous savez combien il paie d'impôts par an ? Taxe foncière ? Plus d'1 million d'euros. Vous savez combien de*

personnes travaillent sur la zone commerciale ? 500 personnes. Vous savez combien reversent Leclerc et Intermarché aux commerçants du centre-ville ? Pas loin de 120 000 €. Voilà.

Madame DESREUMAUX : Et vous savez combien Leclerc gagne par jour ?

Monsieur le Maire : Oui mais si on n'avait pas Leclerc...

Madame DESREUMAUX : Ah, ah...

Monsieur le Maire : Alors ?

Madame DESREUMAUX : Non, mais c'est facile...

Monsieur le Maire : ... donc, Madame, effectivement, alors ...

Madame DESREUMAUX : ... s'il vous plaît, c'est facile, c'est facile tout de même d'annoncer ces grands chiffres, sans mettre en parallèle combien Leclerc gagne.

Monsieur le Maire : Vous, c'est du blabla. Moi, c'est du concret.

Madame DESREUMAUX : Moi, je n'ai rien contre Leclerc. Par contre, là où ce n'est pas normal, c'est qu'on nous parle d'écologie en plus à un moment. Mais c'est quand même incroyable, d'écologie, dans un souci écologique. Mais vous vous rendez compte de ça, alors qu'on est en train d'artificialiser des sols, alors que, on aurait dû les rendre totalement à l'agriculture ? Maintenant, Monsieur Leclerc c'est très bien, il fait son travail, mais il y a un moment, il faut aussi qu'il fasse son travail qui est celui de vendre des légumes, des fruits et autres, mais pas de faire du cinéma. Alors que nous, on a déjà notre propre cinéma en centre-ville.

Monsieur le Maire : Bon d'accord, très bien. C'est sûr que personne ne va dans les multiplexes de Valenciennes. On vous l'a expliqué plusieurs fois. Le taux d'évasion du commerce de centre-ville, vous êtes déjà venue en centre-ville à Caudry, le samedi après-midi ? C'est la plus mauvaise demi-journée des commerçants parce que tous les gens sont partis à Valenciennes, Arras, etc, et notamment par rapport aux multiplexes, voilà, donc c'est tout. Nous, on a cette opportunité d'avoir une entreprise qui va créer 50 emplois, d'avoir une attractivité supplémentaire pour notre zone commerciale qui, je le répète, alimente notre commerce de centre-ville grâce à la carte de fidélité. Moi, j'ai aucun problème avec ça Madame.

Madame DESREUMAUX : Donc, encore une fois, pour sauver le centre-ville, vous faites partir les gens en périphérie. Bravo !

Monsieur le Maire : Vous y êtes déjà allée sur la zone en périphérie ? Elle est collée au collège, collée à un lotissement, elle est intégrée dans la ville, notre zone, elle n'est pas périphérique, Madame.

Madame DESREUMAUX : ... Oui ...

Monsieur le Maire : ... Donc, arrêtez de...

Madame DESREUMAUX : ... c'est bien pour ça... Excusez-moi, je parle.

Monsieur le Maire : Oui.

Madame DESREUMAUX : ... C'est bien pour ça que le centre-ville, c'est bien pour ça que le centre-ville est vide.

Monsieur le Maire : Oui. Alors, donc, Madame DESREUMAUX j'allais, je vous ai donné mes éléments, et puis j'allais vous, parce que moi, j'aime bien la vérité, j'aime bien la vérité. Vous vous souvenez, l'autre jour, Madame DESREUMAUX nous a juré sur tout ce qu'elle avait de plus cher que l'association dont elle fait partie n'avait pas été retoquée par le tribunal administratif. Donc, j'ai ici la décision du tribunal administratif, Madame, regardez, elle est là. Vous ne l'avez pas eue peut-être ?

Madame DESREUMAUX : *Non, non. J'ai dit que nous n'avions pas perdu.*

Monsieur le Maire : *Ah, non !*

Madame DESREUMAUX : *Ah, non, non ! Attendez.*

Monsieur le Maire : *Vous n'avez pas perdu ? Vous avez été rejetée.*

Madame DESREUMAUX : *Mais attendez, mais soyez...*

Monsieur le Maire : *Alors, décision du 12 mai 2023. Donc conclusion du tribunal administratif, article premier : « La requête de l'association Le Millenium contre attaque, Monsieur BRUANT, Madame DESREUMAUX, Monsieur DEBOSSE et Monsieur WALLET, est rejetée. » Voilà. Et Madame DESREUMAUX nous a juré dur comme fer que c'était pas vrai.*

Madame DESREUMAUX : *Alors, déjà, Monsieur BRICOUT, je ne jure pas. Première chose. Donc, déjà, vous allez...*

Monsieur le Maire : *...C'est Monsieur le Maire, Madame, s'il vous plaît.*

Madame DESREUMAUX : *... vous allez arrêter de dire ce genre de chose « rejeter » ne veut pas dire « perdre » parce que si nous avons perdu, effectivement, vous auriez été en droit de nous demander de payer vos frais d'avocat, or ça ne l'est pas du tout.*

Monsieur le Maire : *Non.*

Madame DESREUMAUX : *D'autre part, ce que les gens ne savent pas, c'est que vous avez refait totalement le projet parce que justement, si vous étiez resté sur le premier projet sur lequel nous nous étions positionnés contre, vous auriez perdu. Sauf que entre-deux, on ne sait pas pourquoi, vous avez présenté un nouveau projet qui pouvait rentrer...*

Monsieur le Maire : *... Bon. Allez, Madame, ça suffit, vous avez été déboutée, vous nous avez menti...*

Madame DESREUMAUX : *... Non, non, non, non, non...*

Monsieur le Maire : *... et vous continuez votre cinéma....*

Madame DESREUMAUX : *... mais arrêtez vos mensonges et soyez honnête. Soyez honnête, Monsieur BRICOUT. Soyez honnête.*

Monsieur le Maire : *... Bon théâtre. Allez, Messieurs et Dames, donc, par rapport à ce protocole, y a-t-il des contre ?*

Madame DESREUMAUX : *Donc, il n'y a pas de vote à bulletin secret ?*

Monsieur le Maire : *Non*

Madame DESREUMAUX : *D'accord.*

Monsieur le Maire : *Des abstentions ?*

Madame DESREUMAUX : *Donc, j'invite les oppositions qui, à l'époque, se sont prononcées contre, j'ai encore les articles avec moi de-de journaux, notamment dans L'observateur, à voter contre ou au moins à s'abstenir.*

Monsieur le Maire : *Très bien. Alors, des contre ? Madame DESREUMAUX, contre. Des abstentions ? Monsieur BAJODEK et Madame ETHUIN, abstentions. Et Denis COLLIN également. Merci.*

ADOPTÉ À LA MAJORITÉ

1 CONTRE : Mme DESREUMAUX

4 ABSTENTIONS :

**M. COLLIN - Mme DISDIER -M. BAJODEK
MME PRUVOT AYANT DONNÉ PROCURATION À MME DISDIER**

Affaire suivie par Monsieur GRASSART, Directeur du Pôle Culturel
Délibération transmise en sous-préfecture le 09/12/2024

INFO 1 : Décisions et Arrêtés de Monsieur le Maire :

Désignation	Service émetteur
Contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle « La Valse des Pingouins » du 16/10/2024 à 20h30	Pôle Culturel
Contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle « Identités » du 23/11/2024 à 20h30	Pôle Culturel
Contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle « Anthony Kavanagh - Happy » du 27/11/2024 à 20h30	Pôle Culturel
Contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle « Les règles du je(u) » du 06/12/2024 à 20h30	Pôle Culturel
Contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle « Courgette » du 10/12/2024 à 14h15 et 20h30	Pôle Culturel
Contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle « Coupures » du 26/11/2024 à 20h30	Pôle Culturel
Mise à disposition à titre gratuit – Bâtiments communaux	Services Techniques
Demande de subvention – Redynamisation des centres-villes et centres-bourgs	Services Techniques
Demande de subvention – Ingénierie Petites Villes de Demain	Services Techniques
Bail de location du garage n°8 rue de la Nation	Services Techniques
Mise en place d'un bail dérogatoire pour l'occupation des locaux sis 62ter Boulevard Jean Jaurès – par la société SECOB PORQUET ET ASSOCIES	Services Techniques
Mise en place d'un bail commercial pour l'occupation des locaux sis 66b Boulevard Jean Jaurès par la société LFI – LEBBRECHT FOURNITURES INDUSTRIELLES	Services Techniques

Arrêté du Maire portant subdélégation à Monsieur Marc DEVIENNE, Conseiller Municipal Délégué, de la possibilité d'ester en justice au nom de la commune	Affaires Juridiques
Arrêté du Maire portant subdélégation à Monsieur Marc DEVIENNE, Conseiller Municipal Délégué, de la possibilité de transiger avec les tiers au nom de la commune ainsi que de procéder aux rappels à l'ordre	Affaires Juridiques
Arrêté du Maire portant subdélégation à Madame Martine THUILLIEZ, 7 ^e Adjointe au Maire, de la possibilité d'ester en justice au nom de la commune	Affaires Juridiques

INFO 2 : Remerciements de l'école Janssoone de CAUDRY

Voir annexe

Affaire suivie par Madame DEBOUDT, Directrice Générale des Services

INFO 3 : Mise à jour du règlement du cimetière

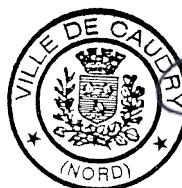
Voir annexe

Affaire suivie par Madame VANNIER, Responsable État-Civil, Élections et Affaires générales

Monsieur le Maire : Très bien. Merci, Messieurs, dames. L'ordre du jour étant épuisé, nous vous souhaitons de bonnes fêtes de fin d'année. Un joyeux Noël, et puis rendez-vous l'année prochaine.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h15.

Le Maire,



Frédéric BRICOUT